Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 12 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***23 - 30 mars 2022***

EXPOSITION UNIVERSELLE DE DUBAI

Le jour national d'Haïti

Un événement marqué avec discrétion...

Par Léo Joseph

Décidément, les autorités haïtiennes n'affichent aucune volonté de présenter Haïti, en tant que vitrine au monde. À l'Exposition universelle de Dubaï, à l'Emirat de Dubaï, État situé dans le Désert arabe, sur la côte du Golf Persique. Cette célébration, dans le cadre de l'Exposition mondiale de 2020, qui se déroule aux Émirats arabes unis, du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022, devrait offrir une occasion exceptionnelle à Haïti de se présenter à l'humanité. Il semble que les dirigeants n'aient pas fait l'effort nécessaire pour présenter le pays sous un jour différent que les scènes révoltants que les média internationaux exposent aux consommateurs.

Mohammed bin Rashid Al Maktoum, vice-président et Premier ministre depuis 2006.

Khalife bin Zayed Al Nahyan, président depuis 2004.

En effet, une délégation dirigée par le ministre haïtien des Affaires étrangères, Jean Victor Généus, de Ricardin Saint-Jean (Trade et Industrie), Emmellie Prophète Milcé (Culture), Luz Kurta Cassandra François (Tourisme), ainsi que Samuel H. Saturné, directeur de Cabinet du Premier

Suite en page 2

LA FRONTIÈRE HAÏTIANO-DOMINICAINE FERMÉE À ELÍAS-PIÑA-CARRAZAL

Grave incident à la Douane haïtienne

Les autorités dominicaines ont procédé à la fermeture de la frontière entre les deux pays, du côté dominicain, à Elías-Piña-Carrazal, à la requête de leurs homologues haïtiens, suite à un grave incident survenu du côté haïtien, à la Douane de Belladère. Des malfrats venaient de briser la porte d'entrée des installations douanières haïtiennes, mettant sérieusement à mal le personnel chargé de la gestion de cette institution.

Selon des informations transmises dans une note de presse, les agents du Cesfront, à qui incombe la responsabilité de la sécurité de la frontière, ont indiqué qu'un soldat affecté à la base d'opérations frontalières Colonel Elias Pina s'est vu alléger de l'arme qu'il avait en sa possession, par trois individus non identifiés, qui ont frappé sérieusement son compagnon. Ce dernier a essuyé des blessures et a été transporté à l'hôpital provincial Rosa Duarte. Sa vie, fait-on savoir, n'est pas en danger.

Immédiatement après cet événement, des agents de la Brigade spéciale de sécurité de la frontière terrestre (Cesfront) ont immédiatement bloqué l'entrée à la Douane, afin de prévenir une aggravation de la situation.

Sur ces entre-faits, les militaires dominicains ont interpellé deux ressortissants haïtiens appelés Manuel Diaz Reyes et Dieuveute Constant. Les deux se trouvaient à bord d'une motocyclette, qui a été confisquée par les forces de l'ordre. Les agents dominicains, qui ont mis les deux individus en état d'arrestation, les gardent au poste frontalier, en vue de continuer l'enquête.

Cette attaque perpétrée sur le personnel de Cesfront constitue un antécédent dangereux, attirant

Suite en page 3

LE SILENCE TROP LONGTEMPS ENDURÉ

Jean-Bertrand Aristide opine sur l'assassinat de Jovenel Moïse

Il oublie qu'il est son sosie dans le crime et la corruption

Jovenel Moïse, mauvais souvenir pour Aristide.

Jean-Bertrand Aristide, le passé a la tête dure.

Par Léo Joseph

Longtemps enfoncé dans un silence qui l'éloigne de sa passion, savoir la politique, l'ex-président Jean-Bertrand Aristide a brisé le silence, se lançant dans le débat autour de l'assassinat de Jovenel Moïse. Dans l'allocution qu'il a prononcée, à l'occasion de la cérémonie de remise de diplômes de l'université qu'il a fondée et qui porte son nom, il a repris

Suite en page 5

HAPPENINGS! AN ANALYSYS

Is Ariel Henry an albatross around the neck of the U.S.?

Ariel Henry seems loosing his confidence.

Michel Martelly, maybe it's time to start worrying...

By Raymond A. Joseph

In light of the law concerning Haiti, which is a rider on the Omnibus bill, passed by Congress March 9 and signed into law by President Biden on March 15, one wonders how long it will take the U.S. administration to take action to comply with the

Continued on page 7

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 2

EXPOSITION UNIVERSELLE DE DUBAI

Le jour national d'Haïti

Un événement marqué avec discrétion...

Suite de la page 1

ministre de facto Ariel Henry, y compris des hommes d'affaires dont les identités n'ont pas été révélées, ont fait le déplacement. N'était-ce un article à ce sujet publié dans l'édition du 22 mars de l'organe en ligne *Booking.com*, cet important événement serait passé presqu'inaperçu.

La délégation doit être sur place afin de participer à la célébration du « *Jour national d'Haïti*», qui se tient le 23 mars. *Booking.com.*

La pavillon d'Haïti, à l'-Exposition mondiale de Dubaï, était installé depuis le 30 septembre, date d'ouverture de cette foire internationale consacrée à la technologie, au commerce, tourisme et culture, dans l'idée de promouvoir des échanges dans ces domaines.

Selon ce même organe en ligne, « *Cette exposition constitue une opportunité de présenter et d'offrir au monde nos œuvres artistiques, notre savoir-faire, notre richesse culturelle, nos expressions gastronomiques et les saveurs du terroir* ».

Faute d'un communiqué de presse de la part des autorités compétentes, cet organe de presse reste l'unique référence fiable de cette la mission de cette délégation haïtienne mettant en évidence le déficit de promotion de cet événement.

En clair, la participation d'-Haïti à la foire internationale de Dubaï n'a jamais été exposée au pays, alors qu'un pavillon d'Haïti, en tant que participant à cette exposition, a ouvert ses portes, depuis septembre de l'année dernière, sans que les décideurs du pays se soient donné la peine de mettre les citoyens au parfum. Dans ce cas, le pays ignore comment a été financé les activités liées à cette foire, quel est le montant du budget qui lui est alloué et les moyens de financement du déplacement et du séjour des membres de la délégation.

Plus important encore, les autorités restent muettes par rapport aux représentations artisanales, qui sont appelées à participer, ou encore aux entreprises choisies pour représenter Haïti, dans les différents domaines. Aucune allusion n'est faite au sujet des industries qui y seraient présentées, ni des artisans qui exposeront leurs produits.

Il y a fort à parier que l'objectif caché de ce voyage, à Dubaï, a une quelconque relation avec une demande d'aide. Car après le refus d'assistance infligé à Haïti, par le Congrès américain, en guise d'hostilité à Ariel Henry, celui-ci semble vouloir porter ses espérances ailleurs. Pays où les dirigeants s'expriment en milliards de dollars, les émissaires haïtiens, à Dubaï, vont devoir trouver les arguments justes pour séduire leurs hôtes dans le sens de l'octroi d'aide à leur pays.

Cet État du Golfe Persique possède tout ce qu'il faut pour venir en aide à un pays « *démuni au superlatif* » comme Haïti. Ses représentants présents à Dubaï doivent trouver les arguments appropriés pour avoir raison de la mesquinerie qui pourrait être au rendez-vous, au moment des discussions.

Un résumé de l'histoire de ce pays, telle qu'offerte par Google.

Capitale des Émirats arabes unies, Dubaï a été établie, au 18e siècle comme port de pêche. Cette ville s'est développée rapidement, au début du 21e siècle, pour se transformer en une métropole cosmopolite développant le tourisme et l'hospitalité. Aussi est-elle devenue la plus populaire destination touristique de la plus la planète. Elle occupe la seconde place en termes d'hôtels 5 étoiles disponibles dans le monde et dotée du plus grand hôtel sur terre, le Burj Khalifa.

L'économie de Dubaï repose sur l'échange, le tourisme, les biens immobiliers, les services financiers et l'aviation. Les informations disponibles font croire que les revenus provenant de l'exploitation pétrolière se situent à 1 %. Sa population se chiffre à 2,9 millions d'habitants.

Alors que la communauté internationale, notamment les bailleurs de fonds traditionnels d'-Haïti, lui tiennent la dragée haute, par à l'aide, sauf des miettes offertes occasionnellement par les institutions de la haute finance internationale, au point d'enfoncer Jovenel Moïse, dans les bras de puissances étrangères, les dirigeants haïtiens n'ont pas réussi à trouver des donneurs d'aide sûrs.

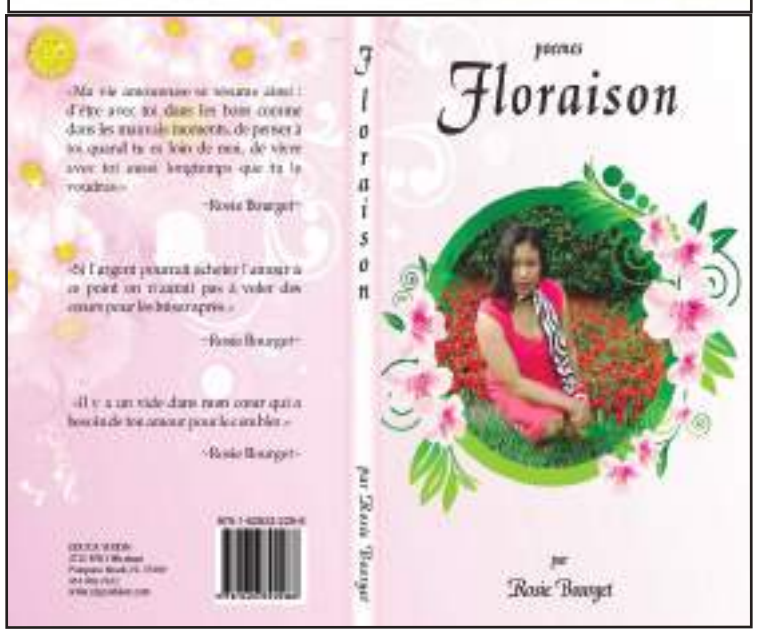
À part le Venezuela, dont le président, Nicolas Maduro, avait hérité de la générosité de son prédécesseur et mentor, Hugo Chavez, envers Haïti, les dirigeants de ce pays n'ont pas pu remplacer cette source de bienfaits que constituait Caracas. Les mamours de Jovenel Moïse à Recep Tayyip Erdogan de la Turquie n'ont pas donné les résultats escomptés. En tout cas, les promesses qui ont été faites au président de facto défunt ne se sont pas concrétisées, jusqu'à sa mort. Son projet favori, «*électricité 24 sur 24 7 jours par semaine* » qu'il passait le plus clair de son mandat à pousser, sans succès auprès des pays dits amis, semblait prendre une allure plus sérieuse avec le président turc.

Mais les espoirs que Moïse caressait, soit une intervention immédiate et ponctuelle de son nouvel ami turc, au point d'annoncer au pays l'arrivée prochaine de techniciens turcs, à Port-au-Prince, pour installer des barges électriques, afin de pourvoir Haïti en électricité, a semblé tourné court. Jovenel Moïse est mort, sans avoir jamais plus mentionné les Turcs. Aussi a-t-il dit secrètement : « *Adieu veau, vache, cochon, couvée* ».

Il reste à voir quelles sont les chances d'Ariel Henry de sensibiliser les rois et princes des Émirats arabes unies, par rapport à une aide à Haïti. Vu le manque de moyens d'assurer le financement d'un quelconque projet, en raison de l'ostracisme dont est présentement frappé Ariel Henry, l'assistance qu'il cherche sera-t-elle trouvée dans le délai souhaité ?

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm



Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 3

LA FRONTIÈRE HAÏTIANO-DOMINICAINE FERMÉE À ELÍAS-PIÑA-CARRAZAL

Grave incident à la Douane haïtienne

Suite de la page 1

l'attention sur les bandits armés qui ont, dans le passé, dirigé des attaques meurtrières contre des commissariats à Port-au-Prince. Cet incident, à la frontière, prouve que les groupes armés sont devenus de plus en plus osés et pourraient éventuellement s'afficher avec encore plus de hardiesse et d'agressivité.

Pareille attaque devrait inquiéter la PNH, puisqu'elle suggère que les criminels sont toujours à l'œuvre et croient avoir suffisamment de moyens de monter de plusieurs crans les enchères, par rapport à leurs actions criminelles.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 4

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Une forte délégation officielle d'Haïti à Dubaï en période de vaches maigres

Une semaine après la publication du budget des États-Unis pour l'exercice fiscal allant du 31 mars au 31 décembre de cette année, dans lequel les législateurs, démocrates et républicains, refusent de cautionner tout soutien à Haïti, sous le régime du Premier ministre de facto Ariel Henry, celui-ci a dépêché une forte délégation à Dubaï, la capitale des Émirats arabes, sans doute dans l'espoir de trouver d'autres « *amis* » qui pourraient lui venir en aide à une époque de vaches maigres pour son gouvernement.

Sous prétexte de la « *Journée nationale d'Haïti* », ce jour même (23 mars), à la foire internationale 2020, qui s'étend du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022, ajournée, sans doute, à cause de la COVID-19, une délégation composée des ministres suivants est arrivée dans ce pays du Moyen-Orient : Jean Victor Généus (Affaires étrangères); Luz Kurta Cassandra François (Tourisme); Emmeline Prophète Milcé (Culture et Communications); Ricardin Saint-Jean (Commerce et Industrie), ainsi que Samuel H. Saturné, directeur de cabinet du Premier ministre Ariel Henry. Par ailleurs, ont aussi fait le déplacement plusieurs hommes d'affaires, sans doute des Haïtiens d'origine arabe, dont les noms ne sont pas mentionnés.

Faute de transparence, à l'ère PHTKiste, en Haïti, rien n'est dit concernant le budget consenti pour le déplacement de cette délégation de haut niveau. Mais on pourrait faire la comparaison avec ce qui s'est passé à Curaçao, dans le contexte de cette foire. Il y a eu tout un tollé dans ce pays de la Caraïbe parce que le Premier ministre Gilmar Pisas, accompagné de deux aides-de-camp, a fait le déplacement en fin de semaine, à Dubaï, occasionnant un décaissement de plus de soixante-dix mille (70 000) *guilders*, la monnaie locale, somme équivalant à trente-neuf mille deux cent dollars U.S. (39 2000 $).

Bien que le gouvernement haïtien se fait silencieux, au sujet du budget consenti pour le voyage à Dubaï, d'autres faits sont fournis, notamment le pavillon d'Haïti à la foire flotte depuis l'ouverture officielle, selon l'annonce du gouvernement, depuis le 30 septembre 2021. Aussi, ce sera une occasion en or pour Haïti d'exposer ses prouesses artistiques, sans doute des objets produits par nos sculpteurs, le savoir-faire haïtien en général, surtout de la riche culture d'Haïti, même sa cuisine. Tout cela, pour dire qu'on a investi une somme important, à cette occasion.

En tout cas, il est dit que la participation d'Haïti à cette foire offrira des opportunités aux hommes d'affaires de

Joe Biden, la diplomatie avec fermeté toujours à l'ordre du jour en Ukraine.

trouver des partenaires évoluant dans cette région du monde, à un moment où le pays vient de perdre des avantages qu'avait le Premier ministre comptant sur ses « *amis* » de la communauté internationale, États-Unis en tête de liste, pour maintenir sa mainmise son emprise sur le pays. Mais on se demande si des partenaires du Moyen-Orient seraient vraiment prêts à investir dans un pays sous l'empire des gangs armés.

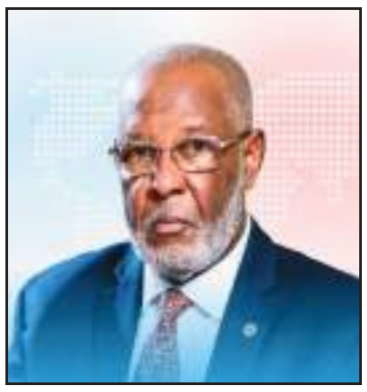
Aussi, a-t-on conclu que la forte délégation haïtienne à Dubaï n'est qu'un gaspillage de l'argent du peuple, tandis que des mois d'arriérés de salaire sont dus aux employés de l'État, tant au pays qu'à l'étranger. Et un loustic de demander : « *Pourquoi le Premier ministre de facto a-t-il raté cette occasion de grossir son compte en banque, grâce au per diem disponible lors de ses déplacements ?* » Transparence inexistante, tel qu'indiqué antérieurement, on ne saura vraiment ce qui l'a forcé à rester au pays, après ses visi-

Vladimir Poutine, des prédictions terriblement déroutantes sur l'Ukraine.

tes à Bélize et au Chili, deux semaines suivies.

***L'audition de la juge Ketanji Brown Jackson au Sénat U.S. a commencé depuis lundi**

C'est déjà un fait historique que d'être la première Noire désignée comme juge à la Cour suprême des États-Unis. Mais l'histoire sera aussi au rendez-vous —-pas si — elle sera confirmée, car la Cour



Le chancelier haïtien Jean Victor Généus

sera beaucoup plus représentative de la société en général. Non seulement elle sera la première Noire à accéder au poste, rejoignant un autre Noir à la Cour en la personne de Clarence Thomas, d'obédience républicaine conservatrice. Elle fera régner un peu d'équilibre en matière de genre à la Cour, qui sera dotée de quatre femmes et de cinq hommes. Le rapport femmes-hommes de la population américaine est de 100 femmes pour 97 hommes.

Durant les premiers deux jours de l'audition, les sénateurs républicains ont essayé de la présenter comme une juge trop indulgente envers ceux qui commettent des délits, surtout par rapport à la pornographie. Elle s'est défendue, arguant qu'elle a toujours suivi les règlements établis par la loi, qu'elle n'est pas autorisée à réécrire la loi. Et quand, au tribunal, elle défendait des hommes emprisonnés à Guantanamo, à l'encontre de la politique du président George W. Bush, elle remplissait bien son rôle d'avocate de la défenderesse.

Quand le sénateur Ted Cruz, républicain conservateur du Texas, un opposant farouche du président Biden, qui a nommé Kétanji B.

la juge Ketanji Brown Jackson

Jackson à cette fonction, commençait à poser des questions, un peu hostiles, à la juge, il a tout de même rappelé qu'ils étaient des collègues, à l'université Harvard, et qu'ils ont toujours eu des rapports amicaux. Ce qui démontre qu'elle aurait de l'appui, même parmi des conservateurs et qu'elle aurait l'aval de quelques républicains, dont on ne peut déterminer le nombre. Toutefois, quand elle a été nommée juge, à la Cour d'Appel, trois sénateurs républicains avaient voté en sa faveur.

Une surprise a surgi, quand on a vu des leaders évangéliques émettre un communiqué, hier, mardi 22 mars, épaulant la juge. Ils ont dit : « *En tant que leaders évangéliques, à l'échelle nationale, nous affirmons nous appuyons la confirmation, à la Cour suprême des États-Unis, de la juge Ketanji Brown Jackson, une femme dont la vie est ancrée sur la foi, la famille, et le service* ».

Dès lors, on ose dire qu'à côté du vote des 50 démocrates, au Sénat, elle aura aussi des républicains à se prononcer en sa faveur. Ainsi, en attendant la fin de semaine, la durée des quatre jours qu'auront duré l'examen de la juge, au Sénat, nous disons, « *Bienvenue à la Cour suprême, Madame Ketanji Brown Jackson!* »

Elle aura marqué l'histoire de ce pays. En effet, elle l'a dit quand, mentionnant que ses parents, en Floride, ont vécu l'ère de la ségrégation raciale, ayant suivi des cours dans des établissements scolaires en proie à l'ostracisme. Mais elle a été à l'école mixte, et voilà qu'elle a gravi les marches jusqu'au sommet du système judiciaire américain. Un miracle des temps modernes ! Et la candidate d'ajouter qu'elle reçoit beaucoup de lettres de petites filles qui contemplent l'avenir, sous un jour meilleur, grâce à sa vie exemplaire.

***La guerre en Ukraine ne va pas comme sur des roulettes**

Le conflit en Ukraine, telle que Vladimir Poutine préfère décrire la guerre en sens unique, qu'il a déclenchée, le 24 février, est à son 27e jour, alors que le président-dictateur russe s'attendait à une opération éclair de 48 à 72 heures.

Selon un reportage du journal *The Guardian* de Londres, en Angleterre, édition du mardi 22 mars, depuis trois semaines, la Russie ne donne aucun rapport concernant les pertes qu'elle a subies en Ukraine, soulignant qu'au début du mois de mars, le ministère de la Défense russe avait admis que 498 soldats russes ont été, en sus de 1 500 blessés. Toutefois, selon *The Guardian* du lundi, 21 mars, *Komsomolskaya Pravda*, qui rapporte souvent des nouvelles favorables au Kremlin, a publié un reportage enfoui dans une page intérieure, dans lequel on lit ceci : « *Selon des chiffres du ministère de la Défense russe, . . . 9 861 soldats ont été tués en action et 16 153 sont blessés* ».

Suite en page 5

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 5

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 4

Alors, on comprend pourquoi Moscou passe à une vitesse supérieure, utilisant des missiles supersoniques pour atteindre des villes ukrainiennes, tuant à l'aveuglette des citoyens qui avaient trouvé asile dans des endroits comme une salle de théâtre, détruisant des hôpitaux et autres installations, sans pour autant faire fléchir les Ukrainiens, qui se disent prêts à mourir en défendant leur patrie.

Dans la foulée, le président Joseph Biden, des États-Unis, a taxé Vladimir Poutine de « *criminel de guerre* ». Le voilà, aujourd'hui, 23 mars, en Europe, afin de mener des consultations avec les alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, (OTAN en français et NATO en anglais), sur la marche à suivre, à un moment où Poutine pourrait avoir recours à des armes chimiques dans sa guerre sans répit.

Profitant de sa visite en Europe, surtout à Bruxelles, le vendredi 25 mars, le président américain sera en Pologne, pays voisin de l'Ukraine, qui a déjà accueilli près de deux millions réfugiés ukrainiens. Pourtant, plus de 3,5 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays et quelque 6,5 millions d'autres ont déserté leurs maisons, devenus des réfugiés internes. Donc, environ un quart de la population de ce pays de plus de 40 millions d'habitants sont maintenant des réfugiés.

Les positions s'endurcissent et la Russie se trouve de plus en plus isolée, s'ouvrant à la Chine et à certains pays du Moyen-Orient, tels les Émirats arabes, en quête d'aide. Tout est possible, à ce tournant, certains allant jusqu'à dire qu'une troisième guerre mondiale n'est pas à écarter. Mais l'on parle aussi de la possibilité de négociations.

***Une invitation de l'Association internationale des pasteurs**

Dans une note, daté du 18 mars, le Dr. Luc Gilot fait part du troisième anniversaire de l'Association internationale des pasteurs (AIP), en anglais *Pastors' International Association* (PIA), qui se tiendra virtuellement, le 21 mai, 2022, de 6 h 30 à 9 h du soir. Veuillez surveiller nos annonces dans les semaines à venir pour avoir les informations concernant les moyens d'accéder à cette conférence.

Entre-temps, ce samedi, de 6 h 30 à 8 h 30, du soir, l'Association lance une invitation à la conférence qu'animera le pasteur émérite Rod Lauredant, qui discutera du thème central de réflexion sur la thématique « *Y a-t-il un baume en Haïti au point où elle est parvenue ?* »

Pour avoir accès au zoom, l'identification de la rencontre est le 883-0361-6509; Code de passe : tez1Vz.

Pierre Quiroule II
23 mars 2022
raljo31@yahoo.com

LE SILENCE TROP LONGTEMPS ENDURÉ

Jean-Bertrand Aristide opine sur l'assassinat de Jovenel Moïse

Il oublie qu'il est son sosie dans le crime et la corruption

Suite de la page 1

une boutade faisant allusion, sans le nommer, à Michel Martelly, dans le complot ayant abouti à la mort violente du président de facto défunt. Ces propos ont déclenché la foudre de Claude Joseph, parti en guerre contre le prêtre défroqué. Cette situation rappelle au signataire de cet article qu'en termes de gouvernance, M. Aristide s'est comporté étrangement comme Moïse au pouvoir.

En effet, dans la gestion des affaires de la République, l'homme, que le président musicien du compas a désigné sous le sobriquet « *Nèg Bannann nan* », se comporte exactement comme l'ancien prêtre de Saint Jean Bosco, se faisant, tous les deux, commanditaires d'assassinats politiques, acteurs dans la corruption et du détournement de fonds publics, en sus d'être partie prenante du commerce illicite de la drogue. Exploitant les mêmes créneaux leur permettant de ramasser des millions à la pelle, on comprend bien comment tous ces hommes, Jean-Bertrand Aristide, Michel Martelly, Laurent Lamothe et Jovenel Moïse, de même que tous les politiciens de leur acabit, ont pu réussir à devenir multimillionnaires, en moins d'une décennie.

Quand tous ces faux dirigeants, des imposteurs, qui se font passer pour des défenseurs des intérêts du peuple haïtien et des serviteurs obéissants de la nation, s'enrichissent à leurs

Hermione Léonard, ex-directrice de la DCPJ et DDO, prête-nom d'Aristide dans la drogue, réfugiée en Rép. dominicaine.

dépens, plaise à Dieu qu'ils reçoivent leur juste châtiment. Quand bien même ils prendraient

Jacques Kétant trahi par le père de sa filleule.

leur aise à jouir avec impunité du fruit de leurs crimes. Mais qu'ils se rappellent : quoiqu'ils fassent et disent, ils ont rendez-vous avec la justice immanente. Tel est le souhait des familles des victimes de ces dirigeants criminels.

Aristide : Crimes en série, corruption et détournements de fonds publics

Quand des fils et filles du pays montent au créneau pour défendre l'ancien prêtre-président, alors qu'ils flagellent sans arrêt les Duvalier pour leurs crimes, la corruption et les exactions financières perpétrées sur le

Jean Nesly Lucien, ex-directeur général de la PNH, prête-nom d'Aristide dans le trafic de drogue.

pays et le peuple, on se demande de quels crimes ils sont coupables à leur tour. Puisque, dans le cas des Duvalier, qui ont passé, collectivement, 29 ans au pouvoir, il faut se demander quel serait le bilan des méfaits d'Aristide, s'il avait passé trois décennies au Palais national ?

Si la grande majorité des ouailles du prêtre défroqué, nationaux et internationaux, ont tourné la page sur lui, regrettant d'avoir porté leur choix politique sur ce bluffeur, d'autres (heureusement peu nombreux) restent accrochés à l'engouement origi-

Fourel Célestin a payé cher son association à Aristide.

nal qu'avait suscité le *Lavalas*, ce torrent furieux choisi pour nommer son mouvement. Ces derniers font partie de cette catégorie

Jean Léopold Dominique, victime de son ami Jean-Bertrand Aristide.

qui ont fait fortune de manière illicite, sous Aristide. Ou d'autres, surtout des étrangers, qui ont été des bénéficiaires de fonds publics décaissés illégalement, notamment provenant de la Téléco et du fond des passeports (quand il était en plein contrôle de celui-ci). On ne peut pas encore parler des millions réalisés dans le trafic de drogue, puisque c'est après le retour d'exil, à Washington, de l'ancien prêtre, qu'eut été découvert « *la manne des stupéfiants* ». Victime du coup d'État orchestré par Raoul Cédras et ses militaires, le 29 septembre 1991, soit huit mois après son investiture, ses pouvoirs n'étaient pas encore solidement établis pour lui permettre de se lancer alors dans les crimes dont il s'est rendu coupable.

Mais on ne doit pas oublier que Laurent Lamothe et Michel Martelly se sont inspirés de lui pour mettre sur pied le système de vol qu'ils ont perpétré sur la diaspora, en l'occurrence USD 0,05 centimes/minute sur les appels téléphoniques entrants provenant de la diaspora; et USD 1,50 sur chaque transfert d'argent expédié à l'intention de parents restés en Haïti par leurs bien-aimés basés à l'étranger, avant même que le « bandit légal » Sweet Mickey, ou « Sweet Mimi », ait prêté serment comme président de la République.

Pour sa part, avant de prendre les rênes du pouvoir, Aristide, en étroite collaboration avec des « *bandits légaux* » — avant la lettre — avait mis sur pied le projet « *Voye Ayiti monte* » (VOAM). Un système de collecte de fonds, grâce à la générosité des naïfs de la diaspora, était

Suite en page 13

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Anvan siklòn rive se gwo nyaj, van ak ti lapli nou wè

Bagay yo pa bèl pou Ayiti, paske sezon siklòn, dòdinè ki kòmanse le premye jen pou fini 30 novanm, sanble ap kòmanse pi bonnè ane sa a, sitou pou Premye minis defakto a, doktè Ariel Henry (Aryèl Anri).

Kòm nou konnen, anvan siklòn rive toujou gen gwo nyaj ak ti lapli, e menm van ki vin kòm avètisman. Enben, jan nou wè sa depi mwa mas la kòmanse, manman pitit se mare vant. Kanta pou doktè a, ki pran pòz chèf ki pa rete ak chèf ann Ayiti, eksepte lè l fè bèkatè devan gang, li mèt pou prepare l de fason pou l pa sibi twòp nan tout deblozay ki pral pete yo. Paske pawòl la byen di se anvan dòmi pran w pou w ranje kabann ou.

La tou, m tande mounn k ap di kote TiRenm ap vin ak nou la a. Enben, jan m toujou di nou, rale ti chèz ba nou, chita. Sa k pa gen ti chèz ba, ranje kò n jan nou konnen pou n alèz, paske mwen pral lage bèt sou nou, epi nou menm nou ka wè se pa pou ryen m ap voye pwent depi alapapòt.

Asireman, nou deja tande pale de ***Omnibus***, lwa finansman pou youn trilyon, 500 milya dola (1 500 000 000 000,00 $) ke Kongrè ameriken an te apwouve nan dat 9 mas la, e ke prezidan Joe Biden te siyen madi semèn pase a, ki te 15 mas. Jan nou wè a, se pa ti lajan layk dis layk dat. Se poutèt sa, mwen bay li ak bann zewo sa yo ki dèyè 2 lòt chif yo.

Fò m esplike n tou ke mo « *Omni* » an, ki soti nan lang laten, vle di « *tout* », wi, li « *ranmase pran tout* » depans peyi Etazini gen pou fè, soti 31 mas rive 31 desanm ane sa a. Se pa sèlman depans pou isit, men depans pou lòt peyi tou, tankou pi gwo depans ke yo bay byen klè se pou *Ukraine* (Ikrèn), peyi vwazen Larisi a ke prezidan-diktatè Vladimir Poutine, ap krabinen anba bonm kounnye a, touye ti mounn, gran mounn aje. Enben se trèz milya sis san milyon dola (13 600 000 000,00 $) ki nan bidjè ***Omnibus*** la pou ede peyi sa a. Se pa youn ti jwèt.

Kòm pawòl lakay la di, « *Nan granmesi diri ti wòch goute grès* ». Jan Léo Joseph (Jozèf) te eksplike sa semèn pase a, nan youn atik ki te parèt nan premye paj jounal la, « *Le projet de Loi Omnibus sur les dépenses met en évidence le clivage* ». Mwen pa bezwen tradui pou nou paske m konnen nou konprann franse a. Li te vin ak youn diplis, pou montre ke Premye Minis defakto lakay la pa ladan l menm. Men sa l te ekri : « *Le décaissement de l'aide étrangère proposée pour Haïti, seulement à un gouvernement légitime* ».

Jan nou wè l la, selon lwa sa a, ke Kongrè pase a, e prezidan Biden gentan siyen, men prezidan an mare sou sa l ka fè pou Aryèl Anri. Kivedi, Premye minis defakto a pa ka konte sou 5 kòb nan lajan sa a, menm lè yo pa di konbyen li ye. Li pa ka fè gran panpan, ap di men sa zanmi l yo nan

Depite Val Demings

Wachintonn yo fè pou li. Sanble lòbiyis Bocchit Edmond yo manje tout lajan an pou granmesi, yo pa fè anyen pou yo ta bay patwon Bocchit la youn ti satilfaksyon. Antouka, sa se twòkèt la, m ap vin ak chay yo pou nou. Epi nou menm nou ka di si nou pa wè youn siklòn ki pral pase pran zòt lè yo pa atann.

Younn apre lòt, yo fann nan dèyè Aryèl Anri

Kounnye a ke pwojè lwa ***Omnibus*** la, soti de pwojè, li vin lwa

Depite Dwight Evans

toutbon, manm Kongrè pase youn vitès siperyè. Nan dat 17 mas, sèlman 2 jou apre prezidan Biden fin siyen lwa a, 8 manm Kongrè a, an premye Sheila Cherfilus-McCormick, siyen youn lèt voye bay « Honorable Joseph R. Biden », nan Mezon-Blanch, pou mande l rale kò l sou Aryèl Anri paske msye pa ka fè bonjan eleksyon demokratik pou mete peyi a sou ray. Epi tou, kesyon de kouri fè eleksyon an pa posib.

Nou toujou ap di l nou menm, men m ap tradui an kreyòl pou nou kijan manm Kongrè yo wè sitiyasyon an, ki pa diferan de sa n ap di depi lontan. Menni : « *Pou jan pwoblèm ensekirite a se youn tèt chaje ann Ayiti, li enposib pou y al fè eleksyon nan sitiyasyon sa a. Nan lane 2016, se apèn si 21 pousan nan pèp la te patisipe nan eleksyon pou chwazi prezidan an.*

Depite Mario Diaz-Balart

Byen ke eleksyon souvan se siy ke demokrasi a ap mache, men òganize eleksyon nan sitiyasyon sa a kote sitwayen yo pè soti lakay yo paske yo pè kidnaping e menm lanmò, se pral vrèman youn eleksyon malatchong. Alò administrasyon w nan fèt pou fikse atansyon l sou bay lapè, kote mounn alèz ak bonjan sekirite. Se vre eleksyon nesesè, men sa pa sifi pou gen bonjan stabilite nan youn

depité Andy Levin C

peyi, si tout bagay pa nan plas yo jansadwa, epi pa gen youn bon tèt ansanm nan pami tout sektè yo ».

Yo kontinye nan lèt la pou di ke gen bon chans pou youn « *tranzisyon demokratik* » ann Ayiti, men pa gen fason pou sa mache « *toutotan Etazini ap sipòte gouvènman defakto Doktè Aryèl Anri a, ki pa vrèman sou negosyasyon toutbon, pandan ke Etazini ap sipòte l nèt al kole* ».

Manm Kongrè yo pa nan benyen kache lonbrik vre. Men sa yo di : « *Doktè Anri pa gen lejitimite pou l òganize kras eleksyon; li pa gen sekilfo pou met pèp la deyò pou vin patisipe ankantite nan okenn eleksyon. Se kominote entènasyonal la ki kanpe avè l, se pa pèp Ayisyen an. Men nou konnen anpil mounn nan sosyete sivil la, nan sektè prive, òganizasyon politik ann Ayiti ki deja mobilize, yo prezante youn altènativ* » pou youn gouvènman tranzisyon.

Lèt la touche youn pwen ke patizan prezidan yo ansasinen an ap renmen. Manm Kongrè yo di Aryèl Anri pa enterese nan kesyon jistis pou Jovenel Moïse la (Jovnèl Moyiz). Afè envestigasyon an pa vrèman enterese l.

Pou fini, yo mande prezidan Biden pou l « *penmèt pèp Ayisyen an pran lavni l anmen, pou l wete sipò l ap bay gouvènman defakto a, bay bon bourad nan kesyon ansasinay la, epi travay sou kesyon ensekirite a, mete sou pye tout enstitisyon peyi a. Epi se lè gen bonjan sekirite, jan pèp Ayisyen an mande l la, pou n ka gen bonjan eleksyon lib, egal ego, san toudètyè, kote tout mounn ka patisipe. Fòk politik Wachintonn nan vin annakò avèk sa pèp Ayisyen an vle, bonjan demokrasi,*

Depite Ayanna Pressley

kote lalwa respekte ».

Vrèman, pa gen anyen pou m ajoute fas a tout verite sa yo ke palmantè Ameriken yo mete deyò nan lèt yo voye bay prezidan yo a ki, li menm, deja siyen lwa ***Omnibus*** la, ki mete administrasyon an angad kont tete lang ak Aryèl Anri, ki pa fèt pou resevwa senk kòb nan lajan k ap debouse pou lane sa a. Epi nou di m nou pa wè gwo siklòn nan!

Anvan m travèse nan youn lòt chapit, m ap fè n konnen ke Sheila Cherfilus-McCormick, se pitit Ayisyen, ki te pase nan eleksyon pou Kongrè an Florid, nan mwa janvye ane sa a. Li se manm pati demokrat la. Li se 2èm Amerikèn

dépite Hakeem Jeffries

pitit Ayisyen ki vin nan Kongrè a. Premye a ki te gen san Ayisyen se te Ludmya « Mia » Love, lafanmi Bourdeau, ki te reprezante eta Utah pou pati repibliken an, de 2014 a 2018. Se li ki te reprimande prezidan Donald Trump lè l te di, « *Ayiti se youn peyi twou kk* » *(shithole country).* Repibliken te lage 2 gidon dèyè manmzèl, paske li te azade reprimande gwo chèf yo a, yo tou flanke l atè nan pwochèn eleksyon an kote se majistra Salt Lake City a ki te bat li.

2 Manm Kongrè, pitit imigran, pale sou kesyon Ayiti a tou

Nan youn lèt, nan dat 17 mas, Mario Diaz-Balart ak Adriano Espaillat, ekri sekretè Deta Antony Blinken, pou mande pou Etazini « *pran pli oserye travay diplomatik pou trete kriz Ayiti a pou wete presyon sou sa k ap pase ki lakòz Repiblik Dominikèn ap sibi move kou tou* ».

Se trè z enteresan lè nou konnen kibò 2 kongrèsmann sa yo soti e ki pati yo reprezante. Diaz-Balart se repibliken ki reprezante Laflorid e li soti nan fanmi Kiben. Kanta pou Espaillat, ki se demokrat, ki reprezante Nouyòk, fanmi pa l soti Repiblik dominikèn. Yo di ansasinay Jovnèl Moyiz la, ke « *manda l te fini depi 7 fevriye (2021), vin kreye youn vid nan kesyon pouvwa ann Ayiti, ki nan youn sitiyasyon politik byen cho (tèt anba menm)* ».

Donk, yo di « *fòk gen bonjan koòdinasyon entènasyonal ak sipò diplomatik pou anpeche tout enstitisyon ann Ayiti efondre. Fòk nou bay sipò ak detèminasyon pou n fini ak kesyon gang k ap simaye vyolans, ranfòse sosyete sivil, mete enstitisyon demokratik yo sou pye, epi refè sa k gen pou refè pou peyi a vin rebati apre tout dezas lanati li sibi, anplis de deblozay politik ak lapòvrete k ap fini ak peyi a* ».

Adye! Se pa ansasinay Jovnèl Moyiz ki fè kras enstitisyon efondre. Se li menm menm ki lakòz tout deblozay la. Li pa t janm fè youn eleksyon, se konsa pa gen Palman. Pa gen majistra eli nan okenn vil, ni pou Kazèk ak Azèk pou reprezante mounn nan seksyon riral. Sa pa egziste. Jan l te vle l la, Jovnèl se te sèl kòk ki te chant, ki t ap dirije peyi a pa dekrè depi mwa janvye 2020, ki te monte gwoup espyon ANI (Agence Nationale d'Intelligence) li, tankou Tonton Makout Franswa Divalye yo. Tou sa te pase la anba je CORE Group la, anbasadè ameriken an pami yo, ki t ap bat bravo pou prezidan yo a.

Fò n pa bliye tou ke Tribinal Kasasyon, ki tankou Kou Siprèm Ozetazini, gen lontan li pa ka fonksyonnen paske prezidan de fakto a te ranvwaye 3 jij, li te menm fè arete younn flank li nan prizon. Donk Lajistis pa egziste non plis. Epi Aryèl Anri pran youn ansyen jij ki pran prizon pou kesyon dwòg li mete l minis Lajistis. Wi, se Bertho/Berteau Dorcé.

Kanta pou Polis nasyonal la (PNH), enstitisyon sa a vin tounen youn pòtre paske se gang ki an kontwòl prèske toupatou. Touye polisye san rete, anyen pa rive yo. Tou sa mwen detaye sou kesyon enstitisyon yo, se youn

Ale nan paj 14

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

law, by instituting the measures to reestablish law and order in that country crippled by a multifaceted crisis?

Considering the demands made in the law, entitled "Haiti Development, Accountability, and Institutional Initiative Act," (HDAIIA) regarding various pending issues hobbling the nation, it is obvious that the country's supreme leader, the de facto Prime Minister Ariel Henry, cannot take the needed measures nor undertake the reforms to set the stage for a change of paradigm in Haiti.

One can hardly expect Dr. Henry to start the investigations required into financial matters, such as the heist of the PetroCaribe Fund, and the turbulent situation in Haiti from 2018 on, leading to the assassination, last July 7, of de facto President Jovenel Moïse. For, although he's following in the footsteps of his slain mentor, nonetheless, he's implicated in the assassination plot. His conversation, before and after the assassination, with Joseph Felix Badio, said to be the mastermind of the plot, is a matter of record.

Can the Western diplomats of the CORE Group in Port-au-Prince, who edged out Claude Joseph as Prime Minister, 12 days after Jovenel Moïse's assassination, to impose Dr. Henry as the leader of Haiti, say they don't really know the involvement of their man in the behind-the-scene shenanigans? Or do they shudder at the fact that he knows too much and could become an embarrassment? For example, let's say, to save his skin, Henry could disclose certain secrets related to the assassination compromising some foreigners in high places! Thus, has he become an albatross around the neck of the United States and the so-called international community. A very dangerous situation with unforeseen developments!

As the HDAIIA requires, can anyone expect Prime Minister Henry to carry out reform in matter of governance and undertake investigation into the "Massacre of La Saline," specifically mentioned in the law, as well into other massacres in several shantytowns around Port-au-Prince, that Moïse had ordered to counteract opposition to his rule, or rather misrule?

There's no way Henry would, or could, delve into the PetroCaribe heist and into corruption at the highest level of the government. After all, Michel/Michael Joseph Martelly, who is his boss behind the scene, is among those involved in the theft and mismanagement of the $4.2 billion of that fund, which was supplied from profits of the sale in Haiti of Venezuelan petroleum products. No accounting has been given of that money, which was intended for various social, educational and public works programs. Except that the Panama Papers threw some light on the millions extracted for themselves and deposited in offshore banks by the likes of Martelly, his former Prime Minister Laurent Lamothe, and Martelly's son Olivier, who is ranked at the bottom rung with only $170 million. We've often noted that with that sum, representing 4% of the $4.2 billion, 10 hospitals rivaling the Paul Farmer hospital in Mirebalais, in central Haiti, could have been built in the 10 departments, as Haiti's mini states are called. For the Farmer hospital had cost $17 million to build.

What about the requirement of the Act regarding the situation prevalent in Haiti, from 2018 on, when massive demonstrations by various sectors in society had called for the resignation of Jovenel Moïse, and he responded with brutal repression? As if Congress wants to show that the slain president had created the precedent that led to his assassination. If such investigation were to be undertaken, it would also have to deal with various State-sponsored murders, like that of Monferrier Dorval, Esq., the president of the Port-au-Prince Bar Association. His assassination, on August 28, 2020, a few yards from the presidential residence in Pèlerin 5, was the more revealing because Jovenel Moïse had publicly said, the lawyer *"died at 10:15 [that evening] and my wife showed me the video three minutes later."* Self-incriminating, one would say.

Unquestionably, Moïse had created the lawless situation in Haiti which ended up costing him his life also, and the situation has worsened since, whatnot with the violent gangs controlling great swaths of the land, even about half of the surroundings of the capital.

Now, Congress has asked for a full investigation of the Haitian president's assassination by the United States, no less. As I've written, previously, even the assassination of American President John Fitzgerald Kennedy, on November 22, 1963, has yet to be fully explained. So, we'll wait indefinitely, for the results of an investigation into the slaughter of the Haitian president, whose body was riddled with 12 bullets from high caliber guns.

It should be noted that one of the top Colombian mercenaries, Edwin Blanquicet Rodriguez, made some revelations in a 45-minute interview from his jail cell in Port-au-Prince to FM, a Columbian media outlet, which was picked up March 10 by *Rezonodwès*, the online publication. He asserts that the president was already dead when the Colombians arrived in his bedroom at the highly secured residence, and all of the president's security showed no resistance. Moreover, he says the Police chief, at the time, Léon Charles, had recruited them, not for an assassination mission, but to "arrest" the president against whom there was a warrant allegedly signed by a judge of the Haitian *Cour de Cassation*, as Haiti's Supreme Court is called. Interestingly, since the assassination, Mr. Charles has been reinstated in his position as Haiti's ambassador to the Organization of American States (OAS) in Washington.

Based on the law, Henry must go, so ask U.S. legislators

As previously reported, in the Omnibus law covering disbursements by the U.S. for the period from March 31 to December 31, 2022, Haiti is mentioned as follows: *"Funds appropriated by this*

Laurent Lamothe, PetroCaribe is not going away.

Act that are made available for assistance for Haiti may only be made available for the central Government of Haiti if the Secretary of State certifies and reports to the appropriate congressional committees that a new President and Parliament have taken office after free and fair elections, or the country is being led by a transitional governing authority that is broadly

Olivier Martely, payback time is coming....j

representative of Haitian society, and it is in the national interests of the United States to provide such assistance."

There's no way to interpret this than to conclude that, by law, signed by President Biden, the U.S. Government is forbidden to provide any assistance to the regime of the Haitian de facto Prime Minister.

In a letter to President Biden, March 17, by Congresswoman Sheila Cherfilus-McCormick, signed by seven others of her democrat colleagues, the Chief of State is called upon to withdraw support from Prime Minister Henry, who *"lacks legitimacy to organize elections"* needed to resolve the ongoing crisis. Rather, the administration should support a *"transition government."*

The detailed letter touches on the major issues that cause the horrible situation in Haiti, concluding thusly: *"We humbly request that your administration allow the people of Haiti to determine their own political destiny and withdraw support from the de facto government."* (To be noted, Cherfilus-McCormick, of Haitian ancestry, was elected to Congress from Florida, this past January.)

Congressman Andy Levin, from Michigan, who never misses an occasion to show his concern for Haiti, issued a tweet on March 18, which we reproduce in full: *"The US should never have propped up Ariel Henry by recognizing his rule in Haiti. I joined my colleagues in demanding @POTUS [President of the US] withdraw support from Henry & make space for a true Haitian-led democratic transition, like the one outlined by the Montana Accord."*

Obviously, President Biden must choose as to whether he will continue to please Ariel Henry or to listen to a rising chorus among U.S. legislators asking that he be cut loose. By the way, the Omnibus law, that the president has signed, was approved by a bipartisan vote of 68-31, in the evenly divided Senate of 100. (One Senator was absent). Such a vote means that the overwhelming majority of Democrats and Republicans are on board, agreeing that the U.S. Government should drop Ariel Henry and work in assisting Haitians to solve the festering crisis. It's up to Joe Biden to rid himself of the albatross around his neck and that of the international community. Come what may!

RAJ

FROM HERE AND THERE—BRIEFLY

***The Haitian Police (PNH) still under the gun of the gangs**

Last Saturday, March19, there was an elaborate funeral in Camp-Perrin, about 20 miles north of Cayes, the capital of Haiti's Southern department, for Robert Plaisimond, divisional commissar, or head of the Police force in town. Among the attendees was Jean Gardy Muscadin, cabinet chief of Frantz Elbe, the director general of the PNH. In attendance also was police officer Marjorie Plaisimond, now the widow of the assassinated Robert Plaisimond.

The top policeman in Camp-Perrin was gunned down, March 1st, not far from his residence, by heavily armed bandits, who disappeared without leaving any trace. It's said that he was of the first promotion of the PNH, which came into existence in January 1995, when President Aristide, unconstitutionally, had disbanded the army.

Meanwhile, that same Saturday, the PNH reported that Kecheler Pierre-Louis, was nabbed in Canaan, the vast post-January 12, 2010, shantytown, 18 miles north of Port-au-Prince. He's the presumed killer of policeman Henry Marc Mollians, who was gunned down at home on March 10. He was attached to the unit against theft of vehicles. Without exception to rank or location, the Police is under the gun.

As was reported in our Creole column, last week, from the beginning of the year to March 10, 16 police officials have been killed by bandits. So disclosed Lionel Lazarre, coordinator of the National Police Union (French acronym SYNAPOHA).

The bandits are protected by higher authorities

Unbelievably, but true, the office of the Prime Minister has pressured the Police to liberate some bandits of the *400 Mawozo* gang, that have caused death and desolation in the Croix des Bouquets area, some 15 miles north of the capital.

In an exclusive interview to the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste*, March 17, Pierre Espérance, of the National Network for the Defense of Human Rights (French acronym RNDDH), said several members of the dreaded *"400 Mawozo,"* had been released under pressure from the Prime Minister's office. As a reminder that's the same gang that had kidnapped the American missionaries late last year and a delegation of Catholic laypeople and two priest last April. Recently several of them had been arrested, and jailed in Croix des Bouquets. Supposedly, a deal has been worked between the gangs and the Prime Minister's office for them to curtail their operation. Thus, the recent campaign of the PNH in the Croix des Bouquets area, with some noticeable results, is given a big blow, thanks to the Prime Minister's office.

Mr. Espérance also accused the minister of the Interior of being in cahoots with the gangs involved in the kidnappings in the Port-au-Prince area. He noted that the National Service of Intelligence (French acronym SIN), run from the office of the Interior Ministry, has some 50 of its agents under direct command of two officials working for the Interior minister himself, Liszt Quitel, previously mentioned in the kidnapping case of Pastor Jean Mary Ferrer Michel of the "Jesus Center" church in Delmas, Port-au-Prince. He also recalled that two weeks ago, of the six members of the SIN arrested by the Police in Turgeau, an upscale neighborhood of Port-au-Prince, three are members of the *Chrisla* gang, which controls the southern entrance to the capital, the Martissant area.

To be noted, Pierre Espérance, always under threat of being harmed, has not been deterred from telling it like it is, often being first in denouncing, or announcing, what should be known, such as having been first to announce the connection between Joseph Felix Badio and Prime Minister Ariel Henry, based on telephone conversation among them of which he was privy. Until next week.

RAJ
March 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 8

Pase pwochen etap la
SWEN SANTE KI ABÒDAB

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Plis abite New York toujou ap kalifye pou asistans finansye pou diminye prim yo. Ou menm tou ou ka elijib kounye a, menm si ou pat kalifye anvan sa a.

Jwenn yon pwoteksyon asirans sante pou:

- Randevou ak doktè yo
- Medikaman
- Swen ijans ak plis ankò!

Kite NY State of Health ede w jwenn yon plan ki gen swen prevantif gratis, ki pa gen prim oswa ki gen prim ki pa koute chè.

ENSKRIPSYON YO OUVRI KOUNYE A
pou pwoteksyon ki ap kòmanse 1ye janvye 2022

Rele oswa ale sou Entènèt pou jwenn èd lokal gratis pou aplike epi jwenn yon pwoteksyon jodi a.

Rele: 1-855-355-5777
TTY: 1-800-662-1220

Vizite: nystateofhealth.ny.gov

Moratwa pou degèpisman (Eviction Moratorium) an ekspire, men èd la disponib!

Rele 311
epi mande pou Liy Asistans pou Lokatè (Tenant Helpline) a pou jwenn konsèy jiridik gratis, sa gen ladan enfòmasyon sou kijan pou soumèt aplikasyon pou Pwogram Asistans Dijans pou Peye Lwaye (Emergency Rental Assistance Program, ERAP) a.

NYC Mayor's Office to Protect Tenants | Mayor's Public Engagement Unit | Department of Housing Preservation & Development

Avec sa plume brillante, élégante et précise, Charles Dupuy nous offre ici une étude analytique fouillée, rigoureuse et solidement documentée de l'histoire d'Haïti.

Affranchi de tous les interdits, cet ouvrage décrit la réalité quotidienne du citoyen haïtien ordinaire et fournit toutes les clefs pour comprendre les dessous des grands événements historiques qui ont ponctué la vie nationale. De l'arrivée des Européens sur la terre de Quisqueya aux heures glorieuses de l'indépendance, ce livre raconte, examine et puis surtout explique les épisodes les plus saillants qui ont fait la gloire impérissable d'Haïti comme ceux qui ont entraîné sa disgrâce et sa lente déchéance. Écrit dans un style clair et limpide, il s'agit ici d'un livre captivant, passionnant, instructif, un livre tout plein d'espoir et d'optimisme, et pour tout dire, un livre indispensable à l'honnête homme.

Réputé pour son souffle narratif, sa finesse d'analyse et sa rigueur, Charles Dupuy, dont la série Le Coin de l'histoire a été plébiscité par la critique et le grand public, nous donne enfin ce livre d'Histoire structuré, substantiel, convaincant et surtout agréable à lire que lui réclamaient les amateurs et passionnés de notre passé de peuple.

ISBN : 978-2-9813689-5-3

Éditions LA PERICHOLE 2021

CHARLES DUPUY - HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

CHARLES DUPUY

UNE HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

ÉDITIONS LA PÉRICHOLE - 2021

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 9

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 10

ÉDITORIAL

L'illégitimité d'Ariel Henry dénoncée par des membres du Congrès U.S.

Depuis son entrée à la primature, à l'instigation du CORE Groupe, de concert avec Washington, Ariel Henry joue au cache-cache avec les forces politiques œuvrant contre son maintien au pouvoir par manque de légitimité. Se prononçant dans le même sens, des membres du Congrès des États-Unis ont demandé au président américain, Joseph Biden, de lâcher le Premier ministre de facto d'Haïti qu'ils disent ne pas mériter d'un tel appui.

Assurément, cette prise de position de parlementaires américains, à l'égard du Dr Henry, aura pour conséquence immédiate un changement d'attitude de la part de ce dernier, affichant toujours une arrogance crasse à l'égard des secteurs politiques impliqués dans le dialogue. Fort de l'appui de l'internationale, le chef du gouvernement de fait traite de haut avec les partis et organisations politiques engagés dans le dialogue avec lui, en vue d'arriver à un accord consensuel. Passage obligé pour arriver à la formation d'un gouvernement de transition monté sur des bases politiques larges. Assuré de l'appui inconditionnel des pays dits amis d'Haïti, il se croyait autorisé à utiliser des moyens dilatoires pour faire traîner les pourparlers, car n'étant pas pressé de résoudre la crise. Une telle posture lui permet de rester aux commandes de la primature, afin de jouir des privilèges que procure la fonction. Mais, désormais, il est possible que la donne change.

Certes, l'intervention directe de huit députés américains constitue une mise en garde au président Biden, par rapport à sa politique envers l'administration Henry. Dans leur lettre, au chef d'État américain, Andy Levin, Yvette Clarke, Hakeem Jeffries, Val Demings, Dwight Evans, Mondaire Jones et Evanna Presley, démocrates, et Mario Diaz-Balart, républicain, se sont joints à Sheila Cherfilus-McCormick, invitant M. Biden à se désolidariser du régime présidé par le neurochirurgien, soutenant l'impossibilité pour lui de tenir des élections « *crédibles, démocratiques et justes* », dans la présente conjoncture d'insécurité. Selon la position exprimée dans le document, ces derniers arguent : « *Alors que les élections sont souvent un signe de démocratie, leur tenue dans un climat où les citoyens craignent de quitter leur domicile, de peur d'être kidnappées ou tués, compromettrait gravement le processus électoral* ».

Faisant allusion à l'insistance, mille fois réitérée, de l'administration américaine de la nécessité d'organiser des élections générales, dans le plus bref délai, tout en suggérant que ce soit cette année, ces parlementaires ne cachent pas leur désaccord. Aussi exhortent-ils le chef de la Maison-Blanche à prioriser la paix, la sûreté et la sécurité à des élections hypothéquées, précisant, en même temps, que ce passage n'est possible, sans que soient réunies les conditions optimales de sérénité, et trouvé le large consensus recherché entre les différentes factions politiques et sociales.

L'intervention des sept députés américains s'adresse au président Biden, l'encourageant à retirer son appui à Ariel Henry. Cette déclaration est de plus renforcée par un message personnel qu'Andy Levin a tweeté déclarant que l'administration américaine n'aurait pas dû appuyer ce dernier, l'invitant à prendre ses distances par rapport au Premier ministre de facto. M. Levin et ses sept collègues s'en prennent à celui-ci, dont il dénonce l'illégitimité, sans qualité pour organiser des élections crédibles.

Dans leur correspondance, les législateurs américains désapprouvent l'ingérence de l'administration Biden dans les stratégies de mise en place d'un gouvernement intérimaire. Aussi soulignent-ils, à cet effet : « *(...) toute mesure prise pour conduire à une telle transition a des chances de succès limitées, si les États-Unis continuent de soutenir le gouvernement de facto du Dr Ariel Henry, qui n'a aucune incitation à négocier de bonne foi, tout en bénéficiant d'un soutien sans attache des États-Unis* ».

Dans la même lettre, ces membres de la Chambre basse américaine réitèrent les accusations, mille fois répétées, portées contre des initiatives des États-Unis en Haïti. « *Il ne fait aucun doute,* soutiennent-ils, *que certains aspects de la politique des États-Unis envers Haïti ont sapé le développement, la paix et la sécurité de la nation. Cependant, nous avons une chance de réparer nos erreurs passées et d'aider le peuple haïtien à mettre son pays sur la voie d'une véritable démocratie* ».

Et les auteurs de la missive d'ajouter : « *Le moment est venue* ».

En ce qui a trait précisément au Premier ministre de facto, les congressistes américains reprennent les critiques que les différents secteurs socio-politiques haïtiens ne cessent de répéter à propos de celui-ci.

En effet, soulignent-ils fortement : «*Le Dr Henry manque de légitimité pour organiser des élections, et n'a pas dégagé le consensus nécessaire pour convoquer le peuple haïtien aux urnes*». Ils mettent aussi en exergue la condition dans laquelle il exerce ses pouvoirs : « *(...) la légitimité du Dr Henry vient de la communauté internationale et non du peuple haïtien* ».

Les mêmes congressistes en veulent aussi au Premier ministre de facto pour le peu de progrès réalisé, côté haïtien, dans l'enquête sur l'assassinat du président de facto défunt. Ils estiment « *crucial* » que toutes les personnes impliquées dans la commission de ce crime soient tenues responsables.

À la lumière de ces faits, il serait possible que, en butte à de nombreuses critiques de sa politique haïtienne, au sein de son propre parti, et qui tendent à se multiplier, au fil des jours, l'administration Biden cherche une porte de sortie. Aussi, ne serait-il pas farfelu d'évoquer une telle stratégie dans cette lettre des huit parlementaires au chef de l'Exécutif américain.

Gardant l'œil ouvert, en permanence, afin de ne rater un seul signal venu de la communauté internationale, Ariel Henry scrute l'horizon politico-diplomatique. Aussi, les derniers événements survenus à Washington ont-ils déclenché sa réaction immédiate. Ne s'est-il pas mis immédiatement en mode de « *coopération* » et de « *recherche de dialogue* » avec les différents secteurs socio-politiques ? Sa nouvelle disposition concerne, en particulier, le Bureau de suivi de l'Accord (BSA), donc de l'Accord de Montana. Voilà le neurochirurgien affichant son attitude bon enfant, prenant la disposition de dialoguer, sincèrement, dit-il, en vue de trouver l'entente multiforme favorable à la solution de la crise, grâce à la mise sur pied d'un gouvernement intérimaire de consensus.

Voilà aussi Ariel Henry à l'œuvre pour trouver, finalement, la solution à la crise dont il cherchait la concrétisation au rythme de ses humeurs et de ses intérêts personnels, tout en ayant soin de respecter les exigences de la communauté internationale.

Si le peuple haïtien, par le truchement de ses leaders, ne s'était pas rendu à l'évidence de l'illégitimité du Premier ministre de facto, la condition de sa présence, à la tête de l'Exécutif, est, aujourd'hui, exposée au grand jour. Sans aucun doute, ses patrons sont les entités qui constituent les officines des puissances tutrices, non le peuple haïtien ! Celui-ci a besoin, aux commandes de l'État, de ses filles et fils qui défendent ses intérêts bec et ongles; et qui obéissent aveuglément à ses aspirations et revendications. Nous le répétons : La nation doit se donner les moyens de chasser Ariel Henry de la primature !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Kléberthes, Bt Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 11

EDITORIAL

Ariel Henry's illegitimacy denounced by members of the U.S. Congress

Since assuming office, backed by the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince, in concert with Washington, Ariel Henry has been playing hide-and-seek with the political forces working against his remaining in power because of his lack of legitimacy. Not unlike what Haitians have been asking, members of the U.S. Congress have asked President Joseph Biden to drop the de facto Prime Minister of Haiti who, they say, does not deserve such support.

Certainly, the immediate consequences of this stance by U.S. legislators towards Dr. Henry will incur a change in his overly arrogant attitude towards the political sectors involved in the dialogue to find a solution to the festering crisis. With the support of the international community, so far, the head of the de facto government has not dealt fairly with the political parties and organizations involved in the dialogue with him, intended to reach a consensual agreement. Whereas this is a prerequisite for the formation of a transitional government on a broad political basis. But assured of the unconditional support of the so-called foreign "friends of Haiti," he believed he was authorized to use delaying tactics to drag out the talks. After all, he's in no hurry to resolve the crisis because that would shorten his rule. Thus, he hangs on, doing nothing to bring any change to the situation, while enjoying the privileges that the function provides. From now on, however, it's a new ball game. There's possibility for change on the horizon.

Certainly, the direct intervention of seven U.S. Congressmembers is a warning to President Biden concerning his policies toward the Henry administration. In their letter to the U.S. head of state, Andy Levin, Yvette Clarke, Hakeem Jeffries, Val Demings, Dwight Evans, Mondaire Jones and Evanna Presley, all Democrats, and Mario Diaz-Balart, a Republican, have joined Sheila Cherfilus-McCormick, in calling on Mr. Biden to disassociate himself from the regime led by the neurosurgeon, arguing that it is impossible for him to hold "*credible, democratic and fair*" elections in the current climate of insecurity. They clearly express their position in the document, with this solid argument: "*While elections are often a sign of democracy, holding them in a climate where citizens are afraid to leave their homes for fear of being kidnapped or killed would seriously compromise the electoral process.*"

Referring to the insistence, repeated ad nauseam by the American administration, on the need to organize general elections, as soon as possible, suggesting that this be done this year, these legislators don't hide their disagreement on that score. In addition, they urge President Biden to prioritize peace, safety and security instead of rushing to mortgaged elections. They reiterate that that no credible elections are possible without the optimal conditions of serenity following broad consensus found among various political and social factions.

Therefore, in their entreaty, the legislators ask that President Biden withdraw his support to Ariel Henry. Reinforcing the letter, the prominent Michigan Congressman Andy Levin, a Democrat, issued a tweet in which he states "*the US should never have propped up Ariel Henry*" and the U.S. president should distance himself from the de facto Prime Minister. He joins his colleagues in their attack against the Ariel Henry who, they state is "*illegitimate and unqualified to hold credible elections.*"

In their correspondence, the U.S. legislators disapprove of the Biden administration's interference in the strategies for establishing an interim government. "*Any steps taken to bring about a transition have limited chances of success, if the United States continues to support the de facto government of Dr. Ariel Henry, who has no incentive to negotiate in good faith, while enjoying unstinting U.S. support.*"

In their letter, those members of the U.S. Lower House of Congress reiterate the accusations, often repeated against American initiatives in Haiti. Forcefully, they argue, "*Certain aspects of U.S. policy toward Haiti have undermined the nation's development, peace and security. However, we have a chance to make amends for past mistakes and to help the Haitian people put their country on the path to true democracy.*" And they add: "*The time is now.*"

The position taken by the Congressmembers vis-à-vis the de facto Prime Minister echoes the criticisms that various Haitian socio-political sectors have been repeating about him.

Indeed, the legislators strongly emphasize, "*Dr. Henry lacks the legitimacy to organize elections, and has not achieved the consensus necessary to convene the Haitian people to the polls.*" They also highlight the condition under which he exercises his powers: "*... Dr. Henry's legitimacy comes from the international community and not from the Haitian people.*"

The Congressmembers also blame the de facto Prime Minister for the lack of progress on the part of the Haitian authorities in the investigation regarding the assassination of the de facto President Jovenel Moïse. They consider it "crucial" that all those involved in committing this crime be held accountable.

In light of these facts, the Biden administration may be looking for a way out of the morass. For, he can't stand the numerous criticisms of his Haitian policy, within his own party, a situation that tends to intensify as the days go by. It wouldn't be far-fetched to say that the president, evoking the letter of the legislators that has been made public, may act differently from his stance so far.

Keeping a sharp eye at all times, not to miss any signal from the international community, Ariel Henry already has felt the shift in the political-diplomatic horizon. Thus, the latest events in Washington have triggered an immediate reaction on his part. All of a sudden, he sets himself up in "cooperation and dialogue" mode with the various socio-political sectors. Right away, he contacted the people of the Agreement Monitoring Office (AMO)—that's the follow-up committee of the Montana Agreement. The neurosurgeon is displaying a new good-natured attitude, well-disposed to enter into dialogue sincerely, he says, so that a multiform agreement favorable to the solution of the crisis, can be found with the formation of an interim government of consensus.

Finally, Ariel Henry would be at work to find the solution to the crisis which he had purposely delayed, as long as his personal interests were not threatened by his allies in the international community.

If some Haitian leaders had failed to realize the illegitimacy of the de facto Prime Minister, now it is exposed in a context that can't be ignored. Clearly, the American legislators said that his guardians are the foreign powers, not the Haitian people! Therefore, the Haitian people must take the helm of the State through their sons and daughters who are determined to forcefully defend their interests, so their aspirations and demands become reality. In that light, we repeat: The nation must give itself the means to chase Ariel Henry out of the Prime Minister's Office!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port-au-Prince, Haïti
tél. (509) 2234-0789 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valeur
13 K Avenue Faidherbe, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 12

HAITIAN FUTURISM
The decline of the West

By Fabrice J. Guerrier*

Arendt, a Jewish refugee who moved to the United States to escape the horrors of the Holocaust, authored The Human Condition, in which she champions both equality and the merits of each of our soul's radical uniqueness.

Fabrice Guerrier

Our actions have indelible consequences—a fact we must remember amidst a storm of collective clashes. Speaking to the nature of power, Arendt explains that politics represents a singular force that can mediate the ills of corruption.

In the context of Haiti, politics has been used as a vehicle to admonish the voices of the common folks on the ground, and it's no different in the United States, with its party-based division.

The modern social fabric has been ripped apart by social, economic, and political conflict. We need to rethink Western values, especially as applied to countries like Haiti. We have to wrestle with these ideas that seem to flare up the intergenerational trauma, often not equipped to deal with transforming one of the 21st century's most important issues: Conflict within the state.

With globalization, the composition of Western nations continues to diversify, hosting a multitude of backgrounds and interests that typically defy its original mythology. Meanwhile, the state's software of operations—its legal precedent, or institutional memory—hasn't caught on to the exponential globalized growth of technology, which continues to blur the imaginary lines between digital and the realms of metaverse which allow for new possibilities while remembering the past amidst a storm of collective clashes.

Historians and academics have said that Western constructs date back thousands of years to Ancient Greece when Roman Senator Cicero lived in 50 BC—or even further back to Plato in 400 BC. The West claims the jewels of its vision are democracy, human rights, freedom of speech, self-expression, and the scientific process, which are said to be the fundamental pillars of civilization.

Here's our appraisal. The normative claim that democracy and Western values are the final form of organizing humanity across the planet, as Francis Fukayama has claimed, is exceptionally dangerous. Dangerous enough that countries like Haiti often become sandboxes for outside democratic enforcement. Indeed, the faults lie in antiquated systems that operate on old manuals of uncreative statecraft that serve no one, of course the leadership excepted.

It doesn't leave much room for imagination to flourish, nor the notion of our living side by side, having addressed entrenched prejudice, resolved historical trauma, and established sustainable systems.

I admit that the West and its values (of which I am a product) have tremendously benefited mankind. That I can't ignore. First, having been born in Haiti and being a Black American living in the US for the past eighteen years, I've experienced this firsthand. I do believe in people's inalienable human rights and the decency that one should be afforded as a human being.

I do believe in democracy. However, my critique of its failure is in step with the belief that such a framework is only created over generations. All of us must agree that democracy is never truly complete, although it's said that it's the best of all the other government systems. But, claiming that Western values constitute a panacea capable of saving us all, especially Haiti, from its problems, is wildly misguided.

We need to imagine new values and new visions, things that are created and born beyond the very constructs and fabric of the Western mind, just as the enslaved African smelting his own golden shackles. To do so may require opening old wounds, but more importantly, we need a brand-new post-colonial lens through which to glimpse the future.

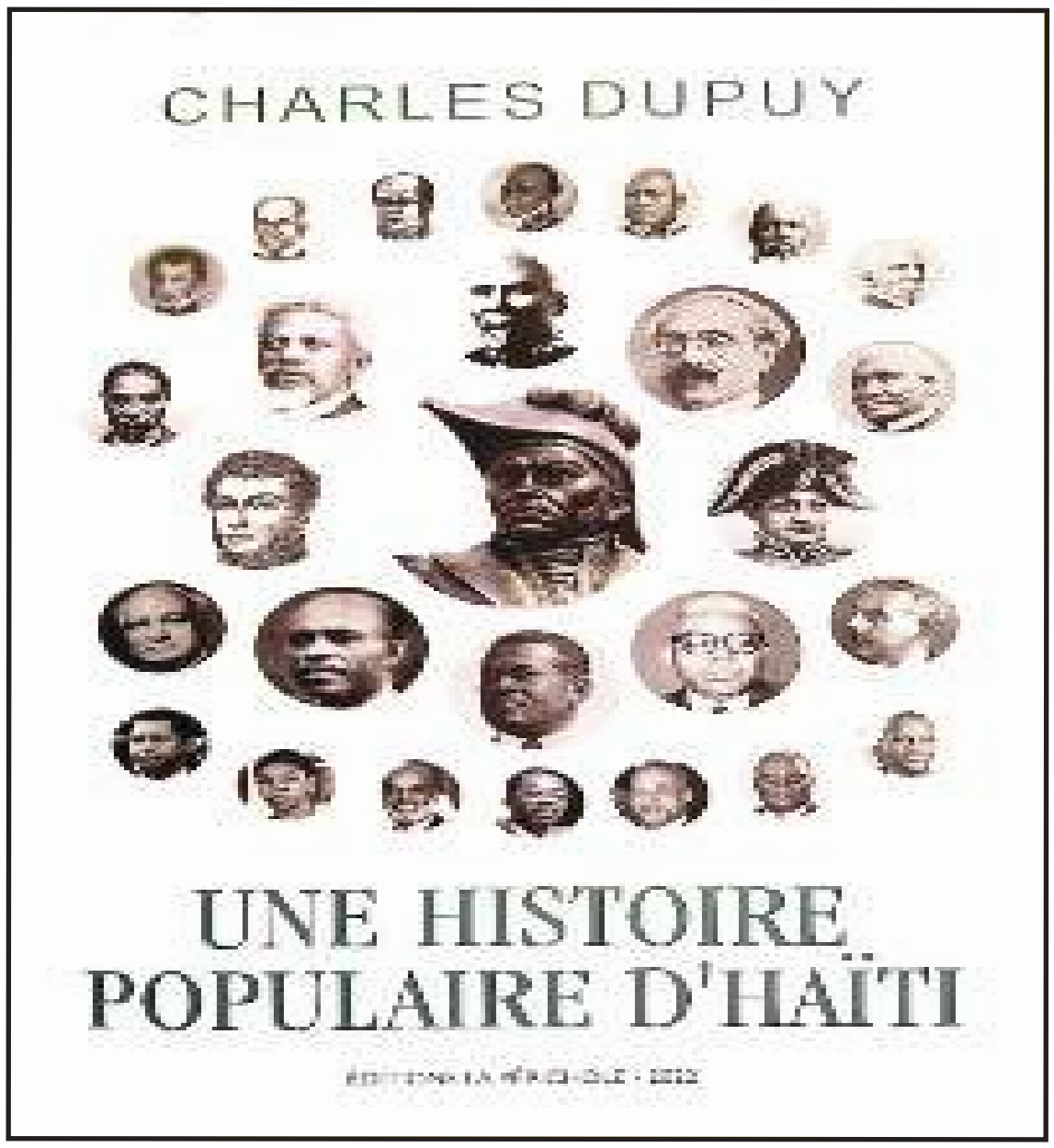
This will be the greatest challenge of all for those who have endured the horrors of colonization. And this, my friends, is the very reason that ***Haitian Futurism*** exists.

By using the imagination to shift, we can collectively heal from history and its dialectical fallacies, or even from the penchant to disregard anything that can't be neatly compartmentalized by scientific dogma, which perceives aspects of Haiti's mysticism as primitive and non-intelligent. We're also empowered to move beyond capitalism and socialism, which amount to a Western game of tug-o-war, casting our minds as the rope's fraying threads.

Haiti will need to imagine a new vision that isn't bound by the same language and the same tools that created and instigated its problems. The West is in decline, not because it is inherently bad. Rather, the tensions indicate that something new is being born. The institutions of old still seek to stop its due delivery, but together we can will it into existence and forge a brighter future.

Haiti needs to imagine a worldview rooted in all of its parts and people, a new vision that allows it to embrace change fully and adaptively, so our varying sources of potential don't clash but work in harmony. As a nation, Haiti needs to embody its creative spirit and use it to rebuild not just the homeland, but the whole of Earth. Such is the central purpose of ***Haitian Futurism.***

***Fabrice J. Guerrier, Founder & CEO SYLLBLE; 954-661-0528; *fabrice@syllble.com*, 3/23/ 2022**



Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 13

LE SILENCE TROP LONGTEMPS ENDURÉ

Jean-Bertrand Aristide opine sur l'assassinat de Jovenel Moïse

Il oublie qu'il est son sosie dans le crime et la corruption

Suite de la page 5

it mis en train dans toutes les villes des pays où résident les Haïtiens. Cette opération, qui n'obéissait à aucun contrôle, car menée aux États-Unis, au Canada, en République dominicaine, en France, en Allemagne, aux Antilles (Guadeloupe, Martinique, Guyane française, Bahamas et les autres îles de moindre importance), par les représentants de *Lavalas,* dans ces régions, a rapporté des millions. Les collecteurs de ces fonds ramassaient l'argent sur place et expédiaient ce qu'ils prétendaient ramasser au président élu Aristide, sans avoir de rapport fiable à rendre à qui que ce fût.

On se rappelle, d'heureuse mémoire, qu'un rapport des fonds collectés, dans le cadre du projet VOAM, a été fait, une seule et unique fois, dans l'hebdomadaire *Haïti-Progrès,* devenu porte-parole officieux de *Lavalas,* après la victoire aux urnes de l'ancien prêtre de Saint Jean Bosco. L'hebdomadaire de Ben Dupuy, désormais victime d'un coup d'État interne infligé par des collaborateurs, publiait l'avis suivant : « *Un premier million pour Titid* ».

Voilà l'unique message adressé au public concernant VOAM, qui avait lancé une stratégie de collecte de fonds similaire au système en place dans les églises (catholiques et protestantes), avec cette grande différence que Titid avait le dernier mot dans ce mouvement.

Quand VOAM a cessé ses activités, quelques mois plus tard, personne n'avait la moindre idée qu'Aristide et les *lavalassiens* allaient concocter un autre plan pour soutirer l'argent aux *lavalassiens* crédules et innocents. Si les victimes de VOAM n'ont pas bien saisi l'escroquerie financière dont ils ont été l'objet, celles des « *Caisses populaires* », aussi dites « *Coopératives* », en souffrent encore dans leur chair et dans leur âme, de même que dans leurs comptes en banque.

Lavalas au pouvoir : La récolte de millions

À observer les différents moyens mis à profit par les *lavalassiens,* sous la présidence d'Aristide, on est tenté de croire qu'ils enviaient ce que faisaient la dictature, qu'ils ont remplacée, et souhaitaient prendre leur place, à la tête du pays, pour s'enrichir par tous les moyens. Et rapidement !

Tandis que le président Aristide faisait main basse sur les ressources publiques, orchestrant la déprédation des recettes de l'État, à la Téléco, et au détriment des différents ministères et des institutions étatiques, s'est établi un autre système inspiré de VOAM, mais axé spécifiquement sur le concept de Ponzi. Dans les milieux haïtiens, il était présenté sous différentes appellations, comme, par exemple, « *Pyramide* » ou « *Pilote* », ou même «*Airport* ». En tout cas, tous les concepteurs haïtiens de ce genre de fraude sont des disciples de Bernie Madoff, un conseiller en investissement de Wall Street. Au cours des 20 années qui ont précédé son arrestation, en 2008, l'enquête menée par les agents du FBI sur ses activités avait découvert des pertes de USD 50 milliards $ encourues par ses clients.

Le système de « *caisse populaire* », qui a été créé, en Haïti, par des criminels proches d'Aristide, qui, lui-même, encourageait les soi-disant investisseurs à y placer de fortes sommes d'argent, avait allégé les « *sociétaires* » USD de dizaines de millions $, dont certaines familles de leurs épargnes. Dans de nombreux cas, ces investissements mal avisés entraînaient des ruptures regrettables au sein des familles, en Haïti et à l'étranger. Car de nombreux couples vivant, surtout aux États-Unis, particulièrement en Floride, avaient fait des demandes d'une seconde hypothèque pour trouver des fonds à investir dans les caisses d'épargne, qui se multipliaient en Haïti.

Une véritable razzia sur les caisses publiques

Porté au pouvoir à la faveur des élections décrites par la communauté internationale comme les « *plus démocratiques* » jamais organisées en Haïti, Jean-Bertrand Aristide se croyait au-dessus des lois et absous à l'avance de toutes les transgressions, quelles qu'elles soient, qu'il allait commettre. Aussi la grande presse, aux écoutes de ses puissants alliés et amis internationaux, trop souvent passe-t-elle sous silence ses crimes, financiers et de sang.

Sous le chapitre crime financier, il n'était un secret pour personne que l'ancien prêtre avait établi un système qui favorisait le détournement des fonds publics. Ses déprédations portaient surtout sur les institutions suivantes : Téléco, Fonds projets de la présidence, APN, ONA, ainsi que les ministères. Par ailleurs, il s'est approprié les fonds octroyés à Haïti par Taïwan, en vue de la reconstruction de l'hôtel Simbi (USD 25 millions $), d'une part, et la modernisation des Forces armées, d'autre part (USD 20 millions $). Le projet de reconstruction de cet hôtel en hôpital ne s'est jamais concrétisé. Les fonds décaissés à cet effet avaient atterri dans les comptes de *Lafanmi Selavi,* la fondation personnelle de M. Aristide. Les millions offerts, encore par Taïwan, pour l'Armée d'Haïti, n'a non plus figuré nulle part dans le budget national.

Sous le chapitre crime de sang, l'ex-président Aristide en a commis de toutes natures. Les assassinats qu'il a commandités étaient exécutés, soit par des membres de ses organisations populaires (assassinat, par Amaral Duclona, de l'homme d'affaires français d'origine haïtienne Claude Bernard Lauture, par exemple); ou par des voyous introduits au sein de la Police, qui exécutaient en plein jour les victimes. C'était le cas de l'assassinat, au beau milieu de la journée, sur la Route de Nazon, de l'avocate Mireille Durocher Bertin et de son client Eugène Baillergeau jr. Aussi bien les journalistes Brignol Lindor et Jacques Roche; et le pasteur Antoine Leroy, le sénateur Yvon Toussaint, le général Max Mayard, l'homme d'affaires Michel Gonzales, Jacques Florival, la policière Marie Christine Jeune, Dr Jimmy Lalane, Jean-Claude Louissant (gardien de la station de radio de Jean Léopold Dominique, tué en même temps que lui).

Cette liste de personnes assassinées est loin d'être complète. D'autres noms seront ajoutés à cette liste, dans un prochain texte sur l'ex-prêtre défroqué.

Il est bon de rappeler aussi que les crimes de sang sont de deux catégories, ceux, politiques et les autres assimilés à des cas de vengeance personnelle, dans le cadre du trafic de drogue. C'est le cas de l'assassinat d'Hector Quétant, le frère de Jacques Quétant (Ketant après avoir changé l'orthographe de son nom de famille), par Rudy Thérassan. Ce dernier avait reçu l'ordre du baron de Tabarre d'exécuter le frère du parrain d'une de ses deux filles (Jacques Kétant). Ce dernier aussi a failli être exécuté par ce même Thérassan.

En effet, grâce à un accord avec le marshal fédéral, Aristide, attendait en sa résidence celui-là et son équipe, en vue de leur livrer Jacques Quettant. Présente, à Tabarre, dans la villa du prêtre défroqué, l'équipe du marshal, dont l'un des membres était d'origine haïtienne (donc parlant créole), avait intercepté une conversation de Thérassan avec Aristide. Celui-là, qui se trouvait à bord d'un hélicoptère transportant le prisonnier chez lui, entendit le président lui dire d'aller avec lui, de préférence, à Ti-Tanyen (charnier où sont jetés les cadavres des personnes exécutées sommairement. Et le marshal de dire, à brûle-pourpoint : «*We must bring back a prisoner. It will be him or you* ». (« *Nous devons à tout prix ramener un prisonnier. Ce sera lui ou vous* ».) Rudy Thérassan fut obligé de changer son itinéraire.

Jean-Bertrand Aristide était sur le point de faire exécuter Jacques Quettant, craignant qu'il ne livre leurs secrets (de lui et de Kétant) relatifs au commerce de cocaïne, lors de son interrogatoire par les agents fédéraux. Au bout du compte, Rudy Thérassan arriva avec le prisonnier, qui fut remis aux Américains.

Au cours de son procès, au Tribunal fédéral, à Miami, Floride, aux États-Unis, Jacques Ketan eut à déclarer que l'ex-prêtre est le « *parrain du trafic de drogue en Haïti* ».

Par la suite, un ancien agent de la *Drug Enforcement Administration* (DEA), déclarait, que le directeur de cette institution avait demandé au président Bill Clinton l'autorisation de faire décerner un mandat d'inculpation lié au trafic de drogue, à l'encontre de M. Aristide. Sans autre forme de procès, le président américain devait répondre : « *We can't do that !* » (Nous ne pouvons pas faire cela.)

Les révélations de Kétant et celles d'autres trafiquants de drogue traduits en justice, en Floride, y compris Rudy Thérassan (ex-chef de la Brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants (BLTS sous Aristide); Jean Nesly Lucien (ex-chef de la Police nationale d'Haïti, encore sous Aristide), qui ont tous séjourné, dans des centres de détention fédéraux, après avoir été trouvés coupables des crimes dont ils étaient accusés (exportation de drogue en Amérique du Nord, blanchiment d'argent, etc.), avaient permis de conclure que l'ancien prêtre touchaient de fortes sommes d'argent des trafiquants. Des sommes faramineuses, qui lui ont été versées, en guise de droit imposé pour l'autorisation de faire transiter par Haïti les stocks de stupéfiants en provenance d'Amérique du Sud, à destination des États-Unis, du Canada et de l'Europe.

Pas moins d'une vingtaine de trafiquants liés à Aristide ont été inculpés, aux États-Unis, et remis aux autorités américaines par la justice haïtienne, parmi eux de hauts gradés de la Police nationale et des membres influents du commerce de stupéfiants, y compris des parlementaires, tels que les frères Kétant (surtout Jacques Beaudouin), Éliobert Josmé (Edy One), ont avoué avoir versé des millions de dollars US au président. Des proches d'Edy One ont fait savoir que ce dernier donnait USD 1 million $ au président, à l'occasion de sa fête de naissance. Jacques Kétant, de son côté, affiche sa générosité envers lui. Il aurait révélé avoir, une fois, versé USD 500 000 $ à Aristide.

Au rythme que les caïds de la drogue payaient leurs droits au chef de l'État, on comprend pourquoi, interrogeant Google, sur les avoirs du prêtre défroqué, sa fortune est évaluée à USD 800 millions $.

Indéniablement, au même titre que les trafiquants, Jean-Bertrand Aristide a fait son beurre, indirectement, dans ce commerce illicite, avec cette différence qu'il n'en a pas payé le prix. En tout cas, pas encore.

On peut imaginer la fortune qu'il a pu sortir de ses liaisons, dans le monde des trafiquants de drogue, avec les individus susmentionnés, tous ayant occupé de hautes fonctions dans son gouvernement, avant d'avoir été trouvés coupables de trafic de stupéfiants et internés dans des prisons fédérales, aux États-Unis. Les personnes haïtiennes sui-

Suite de la page 16

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:56 AM Page 14

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Anvan siklòn rive se gwo nyaj, van ak ti lapli nou wè

fason pou m di Diaz-Balart ak Espaillat, pa pale de « enstitisyon k ap efondre ». Gen lontan yo efondre, se tout bagay ki pou refèt nèt. Epi se pa sou Premye Minis defakto Aryèl Anri nou ka konte pou fè okenn refòm. Se li ki responsab depi 20 jiyè lane pase a, gen 9 mwa déjà, epi gad kisa k ap pase nan Matisan, la nan bab Pòtoprens. Depi dat premye jen lane pase, anvan yo te ansasinen prezidan defakto a, gang te pran zòn nan, mete anviwon 19 mil (19 000) mounn deyò lakay yo. Biznis, bank dispansè oblije fèmen, menm biwo Lapolis pa egziste nan zòn nan. Gang bloke tranzaksyon ant kapital la ak 4 depatman peyi a, pandan yo kontinye ap kidnape, touye mounn, fè sa k nan lide yo. doktè Premye minis la annik chita ap di li pral regle sa. Men se pòch li ase l konnen pou l plen. Anyen pa regle pou peyi a.

Nou konprann ke Diaz-Balart

Depite Yvette Clarke

ak Espaillat plis ap pale pou jan sitiyasyon Ayiti a afekte Repiblik dominikèn. Yo mande « *sipò entènasyonal pou Ayiti, pou ka gen stabilite nan fwontyè a. Sa ka ede Ayiti ansanm ak Repiblik dominikèn pou yo ka kontinye gen sèvis pou sove lavi mounn paske sa enpòtan anpil pou rezoud tout deblozay yo* ».

Depite Sheila Cherfilus-McCormick

Men anyen p ap vrèman mache jan yo ta vle l la, toutotan se Ayèl Anri k ap fè e defè ann Ayiti. Se poutèt sa n ap bay Andy Levin, depite demokrat ki reprezante eta Michigan, ki toujou la ap pran defans Ayiti, lapawòl. Li bay sa byen klè nan youn twit li te met deyò nan vandredi 18 mas la. Men tradiksyon an an kreyòl : « *Etazini pa t jan fèt pou apiye Aryèl Anri, rekonnèt li kòm dirijan ann Ayiti. M ap pote kole ak tout kòlèg mwen yo pou m mande*

Depite Adriano Espaillat

prezidan Etazini an (Joe Biden) sispann sipòte Anri, epi fè plas pou youn bonjan tranzisyon sou direksyon Ayisyen, jan sa prezante nan Akò Montana a ».

Si zòt pa vle konprann, zafè ki regade nou. Men avèk chalbari y ap rele dèyè defakto Ayiti a, konsèy nou ta ba li se kouri fè lè nesè anvan siklòn nan pèse sou li de youn fason byen lèd. Se pou l reflechi sou jan bagay yo te pase pou patwon l nan. Kilès ki ta di sa, vwala ke aladènyè minit, lè Nèg

Depite Mondaire Jones

Bannann nan te pi bezwen sipò mesyedam entènational li yo, yo menm ki t ap sipòte l nan tout tenten li t ap fè yo, vwala ke yo tout te absan. Lè « *mèt chat la t'ap manje chat la !* » Epi se konsa m tande ti antyoutout yo rele Ti Tonton an kouri di, « *Mèt pawòl ranmase pawòl ou !* »

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

LE COIN DE L'HISTOIRE

Louis Eugène Roy

Par Charles Dupuy

Élu président de la République le 21 avril 1930 par le Conseil d'État, afin d'organiser les élections législatives et présidentielles, Louis Eugène Roy était une figure connue et respectée, dans les milieux d'affaires, un homme au caractère discret, compatissant et doux. Le nouveau président faisait l'admiration de la bourgeoisie nationaliste des quartiers chics, mais aussi celle, assez inattendue, des classes populaires de la capitale. Le 15 mai 1930, Louis Eugène Roy prenait possession de sa charge. Massé devant la cathédrale, ivre de joie et de passion, le peuple de Port-au-Prince voulait fêter le nouvel élu, le nouveau président, le héros du jour. Âgé de 69 ans, Roy n'est pas un politicien, c'est plutôt un pharmacien, qui a fait ses études supérieures en France, à Montpellier, un homme d'affaires qui avait toujours gagné sa vie comme courtier et d'agent de change à la Bourse de Port-au-Prince.

C'est un griffe aux traits fins, un beau monsieur, svelte, mince, à l'allure empreinte de dignité qui, avec son éternel nœud papillon et son complet blanc, affiche sa dignité de vie, sa modération, sa simplicité, sa bonhomie, son assurance naturelle et son austère raffinement. Porteur d'espoir et de paix à un moment difficile de l'histoire nationale, il est partout reconnu comme un honnête homme, un homme de rigueur, de bon sens et de parole.

Rarement un événement politique aura suscité un intérêt aussi puissant auprès du public que l'avènement de Louis Eugène Roy à la présidence. L'enthousiasme qu'il a créé autour de sa personne et de ses ministres, Rodolphe Barrau, Frédéric Bernardin, Ernest Douyon, Franck Roy et Damoclès Vieux, est, en grande partie, fondé sur le fait qu'il n'entend demeurer aux affaires que le temps d'organiser les élections législatives et présidentielles. Tout annonçait la fin de l'Occupation, mais Roy ne veut surtout pas, en ces temps si fertiles en calamités, précipiter le renversement des vieilles règles institutionnelles où brusquer leur effondrement. Notons que pendant que le nouveau président allait prendre ses bains de foule, dans les quartiers populaires, il ordonnait la réouverture du Cercle Bellevue, le club de la haute bourgeoisie de Port-au-Prince, fermé, *manu militari*, par les officiels du Traité, parce que les membres en avaient formellement refusé l'entrée aux officiers américains dans leurs salons. Cette décision allait réjouir l'opinion, qui la regardera comme un geste opportun et marquant de manière significative le retour de l'indépendance des autorités haïtiennes.

À la grande déception de l'opposition estomaquée, Roy ne révoque pas le Conseil d'État. On doit rappeler ici que le président est un modéré, un indépendant qui a pris le temps de la réflexion, afin de bien mesurer les enjeux. Nourri de sentiments nobles et généreux, très imbu des exigences de sa mission, Roy préfère demeurer dans le strict respect

Louis Eugène Roy

des procédures constitutionnelles et des principes établis. Il refusera ainsi de céder aux plus alléchantes propositions politiques des sirènes qui voulaient qu'il gardât le pouvoir, pour encore un an ou deux. La fragilité même des instruments démocratiques forçait cet intuitif à procéder à leur tranquille, sereine et paisible refonte.

En attendant, le président Roy expédie les affaires courantes. Le 15 septembre 1930, il procède à l'inauguration solennelle de l'École militaire. Il reçoit une commission américaine présidée par un éducateur noir, Robert R. Molton, venue enquêter sur la situation de l'instruction publique en Haïti. Il organise les secours destinés à la ville de Santo Domingo récemment dévastée par un cyclone et puis enfin réduit l'impôt sur l'alcool de deux tiers. En effet, c'est la Loi sur le tabac et l'alcool qui se révélait le plus brûlant des dossiers du moment, surtout après que le drame de Marchaterre eut mis en évidence l'importance des enjeux sociaux, trop souvent oubliés des campagnes haïtiennes. Mais Roy n'a qu'une seule grande priorité : la paisible transition de régime. Aussi fait-il voter la Loi électorale par le Conseil d'État et fixe les élections au 14 octobre 1930.

Selon cette loi, les membres des commissions électorales sont désignés par tirage au sort, parmi les représentants des candidats. Ces citoyens indépendants seront rétribués par l'État et n'auront aucun compte à rendre au gouvernement. Ces règles sont claires, honnêtes et satisfont les candidats et les partis. Les élections législatives de 1930 compteront ainsi parmi les plus libres et les plus démocratiques qui fussent jamais tenues en Haïti. Nul ne pouvait espérer remporter son siège avec le concours du pouvoir, la réussite aux urnes des compétiteurs dépendant de leur popularité personnelle et de l'efficacité de leur organisation politique (*). Portés par la vague nationaliste, ces élections législatives devaient faire entrer dans les Chambres, haute et basse, nombre de politiciens issus des ligues patriotiques. Ils s'appelaient : Descartes Albert, Jean Bélizaire, Jean-Baptiste Cinéas, Charles Fombrun, Dumarsais Estimé, Price Mars, Louis Saint-Surin Zéphirin, Etzer Vilaire, Horace Bellerive, Edgar Pierre-Louis (un neveu de Firmin), Edgar Néré Numa, Joseph Jolibois fils, etc. Ils allaient, pour la plupart, conduire une carrière parlementaire qui durera un peu plus de vingt ans.

Le jour même de l'élection de Vincent, sa mission accomplie, Louis Eugène Roy remettait sa démission, quittait le Palais national et, avec sa femme, Octavie Rigaud, alla s'installer, sans regrets, dans une tranquille retraite à Pétion-Ville. Au même moment, devant le Palais législatif, Sténio Vincent recevait les honneurs militaires et débutait sa présidence. Louis Eugène Roy est mort paisiblement, à Port-au-Prince, le 27 octobre 1939. Il eut droit à des funérailles nationales.

(*) Dans son ouvrage, *La gloire de mon grand-père*, Gisèle Lebon soutient, très exactement, le contraire. Elle cite en preuve le télégramme du ministère de l'Intérieur, que reçut le préfet du Cap de l'époque, Joseph Raphaël Noël, (le père de Fédé Noël) lui ordonnant de faire échouer Me Jérôme Adhémar Auguste au profit du Dr Price Mars.

C.D. coindelhistoire@gmail.com

Depuis sa sortie, mon dernier livre, *Une histoire populaire d'Haïti*, (650 pages) connaît un succès tout à fait inattendu. Ceux de mes lecteurs qui veulent acheter leur exemplaire peuvent appeler au **(514) 862-7185**.

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:57 AM Page 15

Ou gendwa elijib pou Tretman COVID-19

Moun ki te teste pozitif pou COVID-19 gendwa kapab resevwa tretman pasyan ekstèn pou ede ak sentòm yo ak evite entène lopital. Tretman an mache byen si ou kòmanse li bonè apre ou kòmanse santi sentòm yo, kidonk fè tès touswit.

Tretman antikò monoklonal se yon IV (intravenous) oswa enjeksyon pou ede konbat COVID-19 la pandan sistèm iminitè ou ap pwodwi pwòp antikò pa li.

Konprime antiviral nan bouch moun pran yo pandan senk jou epi yo ede frennen viris la ak anpeche li miltipliye, sa ki redwi kantite viris nan kò ou. Gen kounye a de (2) konprime yo otorize - paxlovid ak molnupiravir.

Ni tretman antikò monoklonal ak tretman antiviris nan bouch yo kapab redwi risk ou pou vini malad anba COVID-19 ak evite entène lopital.

Tretman COVID-19 yo pa yon ranplasan pou vaksinasyon. Vaksinasyon kont COVID-19 ak piki rapèl yo rete pi bon pwoteksyon pou moun pa vini malad grav akòz COVID-19.

Si ou gen sentòm COVID-19 yo, oswa si ou te teste pozitif, pale ak doktè ou, oswa rele 212 268-4319.

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Journal 123 - 30 mars 2022.qxp_HO 3/23/22 4:57 AM Page 16

Sports

DANS LE CADRE DES ÉLIMINATOIRES MONDIAL AMPUTÉ 2022

Coup double pour Haïti, championne et qualifiée

Par Ricot Saintil

Engagée dans les éliminatoires de la Coupe du monde de football pour amputés, la Sélection haïtienne, victorieuse du Salvador (5-1) pour son dernier match, dans les éliminatoires le dimanche 20 mars 2022, s'est adjugée du titre de champion et s'est qualifiée, par la même occasion, pour sa quatrième phase finale de Coupe du monde. Partageant la tête du classement (7 pts) avec le Mexique, hôte de la compétition, qu'elle avait battu pour son entrée en lice, l'équipe haïtienne ce classe à la première place, grâce à une meilleure différence de but (+5), en faisant coup double, obtenant le titre de champion et la qualification. Les Grenadiers, pour la première fois, remportent le titre de champion de la zone Concacaf.

Les Haïtiens sont capables de grandes choses. Ils sont aussi susceptibles des plus monstrueuses, jusqu'à rendre invivable leur propre pays, comme c'est le cas actuellement en Haïti, où l'État, de connivence avec les hommes d'affaires, en complicité avec les gangs et sous la coupe de l'international détruit le bien-être collectif. Néanmoins, les citoyens de ce pays (certains d'entre eux) saisissent souvent les opportunités pour faire valoir leur talent et leur capacité à produire du sens, de la joie et du bonheur collectif. Les amputés haïtiens viennent de faire honneur au pays, ils le font, aux personnes à mobilités réduites, particulièrement celles qui sont directement victimes du séisme dévastateur du 12 janvier 2010.

Contrairement à l'État haïtien, qui n'as pas su transformer en opportunités saines, les dégâts provoqués par le tremblement de terre de 2010, en réorganisant le bâti, selon les normes urbanistiques parasismiques, en faisant l'-intégration structurelle, sociale et politique des handicapés, en œuvrant au développement durable du pays, l'Association haïtienne de football (AHF) pour amputés, a sauté sur l'occasion en permettant à des jeunes garçons de s'intégrer et de s'épanouir par le football. Et depuis 2010, Haïti a honoré 3 participations à une phase finale de Coupe du monde pour amputés et s'apprête, après une qualification formidable acquise en terre mexicaine, le dimanche 20 mars 2022, à participer, pour la quatrième fois, à une phase finale de Coupe du monde, qui se tiendra en Turquie, en octobre 2022.

C'est sur les chapeaux de roue que les Grenadiers ont démarré la compétition contre les Aztèques. Les poulains de Rochenel Pierre ont attendu la seizième minute pour lancer les hostilités, avec Mackender Balthazar, d'un boulet canon. Saviola Charles, dans la seconde manche, a mis les Grenadiers à l'abri sur un but exceptionnel, Jhon Spinozar a scellé la victoire en inscrivant le but du 3-0, les Mexicains ont fini par sauver l'honneur en réduisant le score par Roy Martinez. Contre le Costa-Rica, pour leur deuxième match, dans la compétition, les amputés se sont contentés du nul (0-0). Les Grenadiers, pour leur troisième match, ont été surpris par les USA, qui les ont battus (2 buts à 1). Cette défaite a compliqué la situation des Haïtiens, qui étaient condamnés à la victoire, face au Salvador, pour son dernier match dans la compétition. Fouettés dans leur orgueil, les Grenadiers n'ont fait qu'une seule bouchée du Salvador, qu'ils ont sévèrement battus (5 buts à 1).

L'Équipe nationale de football pour les ampuputés.

Ayant hérité d'un groupe difficile, en compagnie du Mexique, du Costa-Rica, du Salvador et des États-Unis, l'équipe haïtiens ne s'est pas contentée de prendre l'une des trois places qualificatives disponibles, elle est sortie victorieuse du tournoi. En proie à de sérieuses difficultés, pour la préparation du tournoi, les Haïtiens se sont surpassés pour donner le meilleur d'eux-mêmes. Saviola Charles, triple buteurs face au Salvador et buteur, face au Mexique, remporte le soulier d'or avec quatre réalisations. Une participation remarquable des amputés, qui ont fait briller le drapeau haïtien en terre mexicaine.

Le football amputé est source de fierté pour Haïti, depuis sa première participation à une phase finale de Coupe du monde à aujourd'hui. L'Association haïtienne de football amputé travaille activement à trouver les moyens financiers nécessaires pour mieux préparer les joueurs. Elle lance toujours des appels à l'aide sans véritablement trouver des entités voulant voler à son secours. Dans un pays, où la question de l'intégration des personnes handicapées, n'est pas toujours à l'ordre du jour, l'équipe de football amputée offre une opportunité énorme aux dirigeants et d'autres acteurs du secteur privé de participer pleinement à l'intégration et à l'épanouissement de toutes les personnes ayant un handicap quelconque. Le football amputé a pris les devants, il montre très clairement que le sport est un moyen sûr pour des gens ayant perdus, soit une main ou un pied, d'être compétitifs. Ils ont fait l'impossible en se qualifiant haut la main pour la prochaine Coupe du monde, au pays, maintenant de leur montrer toute sa gratitude.

R.S.

LE SILENCE TROP LONGTEMPS ENDURÉ

Jean-Bertrand Aristide opine sur l'assassinat de Jovenel Moïse

Il oublie qu'il est son sosie dans le crime et la corruption

Suite de la page 13

ivantes ont toutes séjourné dans des prisons fédérales, aux États-Unis : haut gradé militaire Fourel Célestin, premier directeur général de la PNH, également sénateur du Sud-Est (devenu président du Sénat et de l'Assemblée nationale, sous Aristide); Jacques Beaudouin Kétant (bailleur de fonds); Éliobert Josmé (bailleur de fonds); Hector Kétant (bailleur de fonds, assassiné par Rudy Thérassan, sur ordre d'Aristide); Oriel Jean (chef de sécurité du Palais, sous Aristide); Hermione Léonard (directrice départementale de l'Ouest, DDO puis directrice de la Direction centrale de la Police judiciaire, DCPJ, encore sous Aristide); Serge Édouard (opérateur de borlette et bailleur de fonds), pour ne citer que ceux-là.

L'implication des hommes du pouvoir (toutes catégories confondues) dans le trafic de drogue donne une allure systémique à ce crime, sous la présidence d'Aristide. Le grand nombre de fonctionnaires hauts placés, au sein de l'administration publique ainsi que de la Police nationale à être inculpés pour cette activité illicite porte à conclure qu'ils avaient carte blanche pour mener ces activités.

Tout compte fait, en consultant Google, une question qui a été posée tout au début de ce texte, la fortune de Jean-Bertrand Aristide est placée à un peu plus de USD 800 millions $. Une somme, qu'on dirait impossible à réunir avec le salaire présidentiel haïtien, qui est de l'ordre de USD 100 mille $ l'an, sans le per diem. On sait que, dans le cas de Michel Martelly, un « *pigeon voyageur* », ses déplacements à l'étranger, aux frais de la République, lui rapportaient plus de USD 2 millions par an.

Quant à l'ex-président Aristide, qui n'avait jamais fait une déclaration de son patrimoine, ni en amont, ni en aval, il y a de fortes chances que la fortune qu'il a construite soit tout à fait mal acquise. Lui et ses collègues ex-présidents, ainsi que les hauts fonctionnaires, qui ont pillé Haïti, doivent faire face, tôt ou tard, à la justice.

Beaucoup de gens, particulièrement les familles des personnes assassinées et les victimes de sa caisse populaire, sont prêts à jeter la pierre à Aristide. Mais ils ne doivent pas oublier ses derniers actes positifs : création d'une université et construction d'un hôpital. Cela mérite des applaudissements. Mais qu'on se garde de s'emballer, car ces initiatives constituent une restitution auto-imposée, autrement dit, une fuite en avant, histoire d'apaiser les critiques de ses crimes. La création de ces deux institutions et leurs constructions ne coûtent pas au total USD 35 millions $, des miettes jetées aux pauvres, tandis que les centaines de millions qu'il a placés outre-mer produisent des rendements à haut débit. Cela vaut bien mieux que ce qui résulterait d'un verdict solennellement imposé par un vrai tribunal.

L.J.